CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

■ Les PIB belge et français en 2020 : une dette budgétaire impliquant la restructuration capitaliste (page 3)

■ Les contours militaires des prochains conflits impérialistes et la substance de la guerre populaire au 21e siècle (page 6)

■ Le capital e-commercial dans la seconde crise générale du capitalisme (page 11)

■ La restructuration, terrain contradictoire de l'affrontement élémentaire à l'exemple de la séquestration en France (page 21)

■ L'industrie de la reproduction humaine illustre une énième facette de la seconde crise générale du capitalisme (page 27)

■ Colonne Walter Alasia (1983) : Crise du mode de production capitaliste, centralité ouvrière (page 31)

■ Les éléments de compréhension de la domination du 24 heures sur 24 du capitalisme chez Marx (page 36)

■ La Nouvelle-Calédonie, un pays semi-féodal, semi-colonial secoué par la seconde crise générale du capitalisme (page 39)

■ Staline sur l'utilisation des processus économiques, des lois économiques (page 54)

JANVIER 2021

8

En ce début d'année 2021, la bourgeoisie a une obsession : la vaccination générale de la population, afin de sortir de perfusions économiques, de la léthargie culturelle et sociale, alors que les confinements, les couvre-feux, les restrictions… démolissent le moral de gens habitués à un capitalisme sans temps mort.

Ce n'est toutefois pas l'aspect principal de la situation. Ce qui compte, c'est autre chose. On est train de passer à la seconde étape, celle de la mise en place de la *restructuration* capitaliste.

La première étape a consisté en l'irruption de la crise sanitaire, les réponses étatiques et les contre-mesures capitalistes. Cette étape a été caractérisée par une passivité complète des masses populaires. Elles n'ont fait aucun effort de compréhension de la nature écologique de la crise, du fait que cette nature repose sur la contradiction ville-campagne produite par le mode de production capitaliste. Elles ont constaté passivement que les entreprises capitalistes étaient aidées par les États. Elles ont été spectatrices.

La seconde étape, quant à elle, va être la tentative du capitalisme de rééquilibrer l'ensemble alors qu'on sort relativement de la pandémie. Naturellement, cela se fera sur le dos des masses populaires. C'est le processus de restructuration qui s'installe et qui va être d'une gigantesque brutalité.

Éditorial

Ce numéro insiste pour cette raison notamment sur un aspect particulier de la question du 24 heures sur 24 du capitalisme. Dans quelle mesure le processus productif s'est-il dilué à l'ensemble de l'économie ? Dans quelle mesure a-t-il été réparti à l'ensemble de la société capitaliste devenu une métropole impérialiste ? Dans quelle mesure le prolétariat est-il désormais un prolétariat métropolitain, la société capitaliste une usine sociale totale ?

Ce qui se pose ici, c'est la question de la définition des secteurs productifs et de leur rapport à la seconde crise générale du capitalisme. C'est là que se joue la capacité à être l'avant-garde dans la lutte des classes et l'affirmation de la nécessité historique de la transition au communisme. ■

Les PIB belge et français en 2020 : une dette budgétaire impliquant la restructuration capitaliste

Les institutions belges et françaises ont, à la fin de l'année 2020, fourni des données concernant le recul du PIB. Il faut bien sûr être prudent avec cela, car il est extrêmement difficile dans une société capitaliste d'avoir un aperçu fiable de la comptabilité. Il y a de plus un grand rôle idéologique dans les messages qui sont fait passés par l'intermédiaire de ces institutions. Il s'agit de leur part de montrer que la situation est bien suivie, voire bien supervisée, etc.

Du côté belge, la Banque Nationale de Belgique parle d'une chute du PIB de 6,7 %, avec pour chaque trimestre une évolution respective de - 3,4 %, - 11,8 %, +11,4 %, - 1,5 %. Du côté français, l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) parle d'une chute du PIB de 9 %.

Les deux institutions se réjouissent du fait que ces chiffres sont moins importants qu'elles ne le pensaient. Elles constatent cependant qu'un retour à la « normale » ne se produirait pas avant la fin de 2022, avec également beaucoup d'incertitudes en raison de la pandémie encore en cours.

Surtout, elles constatent toutes deux une explosion du déficit des États, qui comme on le sait sont intervenus massivement pour maintenir l'ordre capitaliste. Pour ces institutions, un tel déficit est intenable et doit être réglé, en général mais aussi de manière plus particulière en cas de nouveau choc exigeant une nouvelle intervention. Ce qui se joue donc ici, c'est la future restructuration visant à faire payer la crise aux masses populaires.

La Banque Nationale de Belgique annonce la couleur en parlant de « feuille de route » pour résoudre une situation intenable :

> « Le déficit budgétaire se creuserait sensiblement pour atteindre 10,6 % du PIB en 2020, sous l'effet de la crise économique qui induit automatiquement plus de dépenses et moins de recettes, mais aussi en raison des importantes mesures de soutien.
>
> Ces dernières sont cependant principalement de nature temporaire; par conséquent, le déficit devrait se réduire dans les prochaines années, mais il se maintiendrait malgré tout aux alentours de 6 % du PIB.
>
> La dette publique rapportée au PIB grimperait à quelque 120 % en 2023 et, dans l'hypothèse d'une normalisation de la croissance et d'un déficit budgétaire constant, elle continuerait d'augmenter par la suite.

> Cette situation budgétaire intenable signifie que les éventuelles mesures de relance supplémentaires doivent être temporaires et cibler les entreprises saines et les groupes vulnérables.
>
> Pour donner un caractère durable à la reprise économique, une feuille de route pour l'assainissement des finances publiques s'impose également. »

Il est intéressant de voir la Banque Nationale de Belgique parler de soutenir les entreprises saines… mais aussi les groupes vulnérables, montrant que les groupes forment un secteur à part dans le capitalisme, au-delà de la question d'être « sain » ou pas. On reconnaît ici la force des monopoles dans le capitalisme.

L'INSEE constate pareillement pour la France que c'est l'État qui a assumé les frais de la crise :

> « En moyenne annuelle, l'ordre de grandeur du recul du PIB en 2020 est confirmé à – 9 %. Il est intéressant de se pencher sur la décomposition de cette baisse, selon les trois approches du PIB en comptabilité nationale (production, demande, revenu).
>
> L'approche « production » reflète les forts contrastes sectoriels inhérents à la crise actuelle, les pertes d'activité étant largement conditionnées au degré d'exposition de chaque secteur aux mesures d'endiguement sanitaire. Ainsi, le recul de 9 points du PIB sur l'année est surtout un recul des services marchands (contribution de 5 points), en particulier des transports, de l'hébergement-restauration, du commerce et des services aux ménages. La construction, l'industrie et les autres services ont également été affectés, en particulier pendant le premier confinement, avant d'apprendre à « vivre avec le virus » *via* les protocoles sanitaires et le télétravail.
>
> Selon l'approche « demande », près de 8 points des 9 % de recul du PIB sont liés à la contraction de la demande intérieure et 2 points à celle du commerce extérieur, la contribution des variations de stocks ayant été, en sens inverse, légèrement positive.
>
> Tous les principaux postes de la demande se sont bien sûr contractés en 2020 et le recul de la consommation des ménages (laquelle représente plus de la moitié du PIB) pèse lourd dans cette contraction. Mais la consommation des ménages a moins chuté que le PIB, à l'inverse des exportations.
>
> Enfin, l'approche « revenu » traduit les soutiens budgétaires massifs qui ont visé à protéger les revenus et le tissu productif, même si en la matière des disparités existent entre les ménages ou entre les entreprises. Ainsi, en moyenne annuelle, le pouvoir d'achat du revenu

> disponible brut des ménages ne baisserait « que » de l'ordre de 0,3 % en 2020, et de 0,9 % en le ramenant au nombre d'unités de consommation.
>
> Cela traduit notamment le fait que grâce au dispositif de chômage partiel, l'emploi baisserait beaucoup moins que l'activité : entre le quatrième trimestre 2019 et le quatrième trimestre 2020, 600 000 emplois salariés (et 700 0000 en incluant les non-salariés) seraient détruits, soit 2,3 % du niveau d'avant-crise. Le taux de marge des entreprises perdrait quant à lui près de 4 points en moyenne sur l'année.
>
> La plus grande partie des pertes de revenus liées à la crise serait prise en charge par le compte des administrations publiques. »

Il ne faut toutefois pas se fier aux apparences, car si les États ont une dette d'autour de 100 %, c'est également le cas des entreprises et des ménages. La situation est donc plus qu'explosive. La différence, c'est que les États représentant une forme socialisée à la plus haute échelle, leur faillite s'accompagne forcément de celle de la société toute entière.

Il faut donc que les États se renflouent. Mais comment faire ? Il y a les impôts, qui nécessitent toutefois une vie économique toujours plus élargie. Or, jusqu'à la fin de 2022, on ne sera même pas au niveau de 2019. Il faudrait atteindre 2023 pour espérer une reprise économique, alors qu'entre-temps il peut se passer de nombreuses choses nécessitant davantage de dépenses étatiques.

Il y a les privatisations. Celles-ci vont forcément se développer, à tous les niveaux. L'idée même d'un État assurant un arrière-plan universaliste – avec des musées, une éducation, différents services de santé et de transport, etc. - va nécessairement être remise en cause. Ce démantèlement de l'État est cependant en conflit fondamental avec la nécessité pour les monopoles d'un État qui soit puissant afin d'être capable d'agir sur le plan mondial, de manière impérialiste.

Une roquette antichar, c'est 900 euros, un missile qui parcourt 400 kilomètres et détruit un bunker, cela coûte pratiquement un million d'euros. Il faut donc que l'armée soit capable d'avoir un budget militaire élevé, avec un appareil d'État de qualité pour gérer cette armée, ce qui a également un coût et implique que l'État ne soit pas réduit à la portion congrue.

On a donc des PIB belge et français en 2020 qu'on doit relier à une dette budgétaire massive, qui implique une restructuration capitaliste, qui toutefois n'est pas dans l'intérêt des monopoles si cela va avec le démantèlement de l'État. Les monopoles ont intérêt à un État fort : c'est l'expression, dans la crise générale du capitalisme, à la mise en place d'un capitalisme monopoliste d'État comme forme nouvelle propre à la phase de guerre impérialiste. Le capitalisme nécessite pourtant en même temps un budget qui soit « sain ». La guerre apparaît alors comme la seule porte de sortie. ■

Les contours militaires des prochains conflits impérialistes et la substance de la guerre populaire au 21e siècle

Si elle n'est pas empêchée, la guerre impérialiste mondiale vers laquelle on tend ne se déclenchera pas de manière directe ; elle va passer par de violents accrochages, dont les contours militaires sont absolument nouveaux. Une importante réflexion est nécessaire à ce sujet.

Il ne s'agit pas seulement que la technologie a modifié la donne, c'est aussi que le matériau humain lui-même a changé. Les êtres humains sont en effet davantage formés dans l'utilisation de la technologie, des réseaux ; leur attention porte beaucoup plus facilement sur le court terme, aux dépens d'ailleurs d'efforts intellectuels et conceptuels prolongés.

Les êtres humains ont d'habitude l'avantage de devoir réagir et interagir, d'être placé dans un réseau d'activité. C'est le reflet d'exigences bien plus grandes du capitalisme quant aux réactions humaines dans les activités manuelles et intellectuelles.

C'est que la grande croissance des forces productives a modifié la donne, dans une situation de stabilité relative qui puise sa source dans la victoire de la superpuissance impérialiste américaine sur la superpuissance social-impérialiste soviétique, d'une part, et l'intégration du social-fascisme chinois dans le marché mondial, d'autre part.

Les êtres humains du début du 21e siècle seraient de ce fait absolument incapables de supporter les tranchées de la première guerre mondiale avec ses combats rudimentaires ; non seulement les conditions de vie leur sembleraient intenables, mais l'ennui et l'incompréhension de la simplicité des tâches leur seraient insupportables.

Même la seconde guerre mondiale, avec ses opérations conjuguées à grande échelle, ne correspond plus à des mentalités habituées à combiner, à apporter une certaine initiative, à ajouter quelque chose dans les activités, et cela à court terme.

Le travail d'aujourd'hui, même élémentaire, exige beaucoup plus d'intensité physique et psychique, de par une division du travail extrêmement approfondi. Les êtres humains sont bien plus insérés dans la production capitaliste qu'avant, même si un certain confort matériel apparaît comme pendant du développement de la consommation.

Cela modifie nécessairement les contours de la guerre.

Les états-majors et l'insertion du matériau humain dans la technologie

Les états-majors ont constaté cette importante modification des êtres humains et le matériau humain pour leurs troupes est désormais sélectionné. L'armée s'est professionnalisée ; elle n'est plus une troupe expérimentée organisant des appelés. C'est là une transformation radicale, parallèle à la spécialisation toujours plus poussée dans la société.

Les états-majors ont ainsi eu le souci d'intégrer cette spécialisation dans leur propre démarche. Ils ont cependant un souci de taille. Si les mentalités humaines sont désormais portés vers une plus grande rapidité de décision, il faut en même temps que cela corresponde aux vues de l'état-major.

Pour procéder à une image pittoresque, il suffit de penser à la contradiction dans le football. Les meilleurs entraîneurs sont devenus des experts en tactique de jeu, mais les joueurs sont le plus souvent peu éduqués et qui plus est aux mœurs simplistes ou décadentes. Les joueurs ne sont donc pas en mesure de suivre les entraîneurs, d'appliquer leurs consignes, voire même de les comprendre.

Les armées ont en un sens le même problème et cherchent à compenser cette contradiction en renforçant à tout prix la dimension « réseau ». Un joueur sur un terrain de football pourra toujours éviter les consignes en se positionnant de manière erronée. Mais les armées peuvent empêcher les soldats d'agir de manière « spontanée » en multipliant les couches de réseaux, c'est-à-dire en récoltant un maximum d'informations et en donnant des ordres en temps réel.

C'est le sens de la professionnalisation de l'armée, moyen essentiel pour systématiser les réseaux. L'expression consacrée en France pour cela est le « combat en réseau infocentré ».

Un soldat livré à lui-même agira relativement comme bon lui semble, en fonction de sa formation et de ses impulsions, alors qu'un soldat connecté en permanence, donnant des informations sur sa position en temps réel, recevant des ordres, dépendant des autres et du type de matériel fourni, n'aura pas d'autres choix possibles que celui de suivre à la lettre les décisions venant par en haut.

Le « combat en réseau infocentré »

Le « combat en réseau infocentré » suit une logique implacable et c'est même sa nature de se constituer comme un raisonnement logique systématique.

Chaque élément donne des informations à une centrale, qui fournit en réponse des ordres aux différents éléments afin d'être le plus efficace possible. C'est la reprise de la théorie de la cybernétique : tout mouvement consiste en des données quantitatives, qu'il faut agencer.

Un tel agencement serait possible de la manière la plus efficace au moyen de scénarios d'évaluation établis au préalable et de calculs rationnels des gains et des pertes. On est dans la logique formelle, avec des données fixées une fois pour toutes, qu'on prévoit avec des scénarios.

Afin de s'assurer que le scénario prévu triomphe, l'accent est mis sur la dimension technologique, car fournissant les paramètres les plus stables.

Le « combat en réseau infocentré » et la technologie comme clef

Le « combat en réseau infocentré » est obligé d'avoir comme aspect principal la technologie et non le matériau humain. Cela tient à sa lecture formelle, qui ne reconnaît pas la dignité du réel, le caractère vivant des processus. Il considère tout comme « mort » et étant donné que le matériau humain est instable, insuffisamment « mort », il cherche à le neutraliser de la manière la plus poussée possible.

Son objectif concret est de réduire autant que possible ce qui n'est pas automatique. C'est le même raisonnement que le capitalisme mettant des gens au chômage en se procurant des machines pour les remplacer, alors que la richesse vient pourtant de ces gens.

Le « combat en réseau infocentré » privilégie donc les couches technologiques, qui en se superposant se neutralisent les unes les autres et permet à l'état-major de tout paramétrer. En pratique, cela donne la chose suivante :

- brouillage électroniques des forces ennemies pour affaiblit leur capacité de réaction ;

- système satellitaire ultra-précis pour dégager les points à viser ;

- missiles guidées de haute précision pour atteindre ces points ;

- envoi de troupes spéciales afin de procurer des informations ou d'attaquer des centres névralgiques ;

- soutien aérien et pilonnage afin de maintenir une domination en surface ;

- emploi de blindés de haut niveau pour asseoir l'emprise territoriale ;

- actions de drones armés téléguidés afin de procéder au harcèlement.

En clair, c'est une progression par petits blocs. L'infiltration désorganise la ligne de front, avec immédiatement une double offensive par l'artillerie et les drones, puis un assaut des blindés.

La supériorité n'est pas, contrairement à ce qu'on pourrait penser, qualitative. La supériorité est purement quantitative : la maîtrise technologique est censée déplacer la nature de la bataille pour asseoir une nouvelle supériorité purement numérique. L'idée est simplement d'anéantir le centre de décision et de désorganiser les troupes ennemies, afin d'être en mesure de prendre le dessus quantitativement. La technologie ouvre la voie.

La guerre populaire et le peuple comme clef

Le « combat en réseau infocentré » se présente sous la forme d'une logique. La guerre populaire est, inversement, un système.

La logique passe par la technologie, par l'assemblage de données sous une forme mathématique, avec un agencement logique, prévu par le calcul. Les « wargames » sont des entraînements aux multiples scénarios. L'armée française a d'ailleurs embauché en 2020 une série d'auteurs de science-fiction pour former une « red team » alimentant l'état-major en scénarios surprenants.

Le système, à l'inverse, passe par le peuple, par la combinaison systématique de la dignité du réel, avec un agencement dialectique, imprévu et construit dans l'interaction. Il ne peut y avoir d'entraînement scénarisé au sens strict, car chaque situation est par définition nouvelle et elle-même en mouvement, en transformation, nécessitant par conséquent un choix adéquat de nature politique.

Cela sous-tend que les forces militaires de la révolution n'existent pas au préalable : elles se construisent au fur et à mesure, dans un processus prolongé. Les états-majors passent par en haut : ils ont leurs troupes et leurs scénarios prévoyant tel ou tel mode opératoire ; les forces révolutionnaires passent par en bas.

La génération des forces militaires de la révolution

La révolution génère les forces pour la faire vaincre et inversement ; c'est un processus dialectique entre les masses populaires et le processus historique, à travers le Parti Communiste dont la substance est de permettre la réalisation de ce processus.

Le Parti ne peut pas, de lui-même, générer abstraitement des organismes de masse, a fortiori des organismes révolutionnaires de masse. Il faut pour cela que la crise générale du capitalisme soit enclenché et déchire tellement la situation historique que même les revendications concernant les besoins immédiats relèvent de l'antagonisme.

La base de cela, c'est la contradiction entre la restructuration capitaliste et la réalité prolétarienne. Lorsque la base prolétarienne ne tolère plus la restructuration, se produit la confrontation et l'émergence du terrain révolutionnaire comme aire de l'autonomie prolétarienne par rapport à l'État et à la bourgeoisie.

C'est dans cette aire que se constituent les forces militaires de la révolution ; c'est un processus à la fois similaire et convergent avec la reconstitution du tissu prolétarien en tant que tel.

Le besoin de communisme et la recomposition du prolétariat

Le Parti Communiste a un aperçu complexe du processus révolutionnaire parce qu'il sait que c'est le besoin de communisme qui s'exprime historiquement et que le prolétariat se recompose secteur par secteur dans la bataille face à l'État et la bourgeoisie, contre la crise et ses restructurations capitalistes, contre la guerre.

L'unification des masses populaires s'accompagne pour cette raison de l'établissement du programme démocratique populaire, dans l'accumulation/synthèse des éléments de ce programme par l'expérience révolutionnaire concrète.

Si l'état-major militaire d'une armée réactionnaire a déjà ses scénarios, ses plans, sa logique, la guerre populaire consiste en un processus concret, non linéaire, porté par la subjectivité révolutionnaire se confrontant au réel et le transformant, accumulant les éléments d'un programme qui, une fois synthétisée, reflète le triomphe de la révolution.

Le Système du pouvoir prolétarien

De par le lent processus de formation des forces militaires révolutionnaires, il ne peut pas y avoir un « centre » de décision qui serait, immanquablement, la cible de la contre-révolution et qui, surtout, n'aurait pas un regard « intérieur ».

L'état-major d'une armée bourgeoise se veut « neutre », « objectif », avec des règles et des principes valables de manière systématique ; les forces révolutionnaires s'appuient de leur côté sur une compréhension dialectique concrète de la dignité du réel, le centre n'étant pas tant un lieu de décision qu'une base idéologique et politique, ayant formé une démarche servant de guide au processus.

C'est sur la base d'une telle pensée-guide que les différentes forces s'étant condensées dans le processus révolutionnaire se reconnaisse et s'agglomère, préservant leur compartimentation pour éviter l'écrasement, mais se reliant de manière dialectique dans les actions se combinant pour former un Système de pouvoir.

Le pouvoir prolétarien se constituant au fur et à mesure consiste en un système articulant de manière naturelle les forces s'accumulant dans le processus révolutionnaire. Il ne répond pas à un plan préétabli ou bien un modèle idéologique abstrait, bref à une logique formelle comme chez les états-majors bourgeois.

Il est le produit naturel d'une généralisation des forces révolutionnaires se combinant, secteur par secteur.

Et cette question de la capacité des forces militaires révolutionnaires à s'agglomérer dépend du niveau des communistes y participant et ayant atteint le niveau pour les diriger, puisqu'en dernier ressort la question décisive est celle de l'interaction dialectique que seuls les communistes peuvent saisir. La capacité des communistes à calibrer les activités des forces

révolutionnaires conformément aux termes de l'affrontement en perpétuelle transformation est la clef de la victoire.

La question des termes de l'affrontement

Le « combat en réseau infocentré » exige de connaître au préalable les termes de l'affrontement, alors que la guerre populaire considère que ces termes sont en perpétuelle transformation et ne peuvent être connues au préalable.

Le « combat en réseau infocentré » raisonne en terme de « super-cerveau » plaçant des pions ; la guerre populaire se place comme Système de pouvoir se construisant dans les faits par des contre-pouvoirs démantelant l'ancien État.

Le « combat en réseau infocentré » est une conception de la guerre en général, alors que la guerre populaire est la conception spécifique du prolétariat pour prendre le pouvoir.

C'est que la bourgeoisie ne « pense » pas et ne peut pas voir un aperçu clair de la lutte des classes, alors que le prolétariat acquière une maturité toujours plus grande dans le processus révolutionnaire exposé et orienté par le Parti Communiste.

On peut dresser le tableau suivant des questions principales de la guerre :

	Bourgeoisie	**Prolétariat**
Commandement	Mécanique-hiérarchisé	Idéologique-politique
Contrôle	Technique-satellitaire	Humain
Communications	Technique-satellitaire	Humain
Ordinateurs	Grande puissance de calcul	Capacité de nuisance
Informations	Données mathématiques	Combinaison humaine
Surveillance	Technique-satellitaire	Humain
Reconnaissance	Technique-satellitaire	Humain
Doctrine	Écrasement	Affirmation
Stratégie	Visant la résolution	Cherchant le prolongé
Tactique	Scénarisé	Adaptation au réel
Technologies	Haut niveau	Faible niveau

Tout cela n'a bien entendu qu'une valeur introductive, le problème se posant concrètement, dans le cadre de la crise générale du capitalisme.

Ce qui compte principalement, c'est de voir que pour le matérialisme dialectique, la guerre populaire a comme cœur le peuple ; pour les états-majors, la guerre impérialiste a comme cœur la technologie. Pour la guerre populaire, le chef est un soldat qui indique une voie et chaque soldat est un chef à petite échelle ; pour la guerre impérialiste, les soldats ne sont que des pions placés selon les calculs de l'état-major.

Pour la guerre populaire, les forces militaires se construisent secteur par secteur ; pour les états-majors, ce sont des forces préexistantes. Pour la guerre populaire, le processus est prolongé ; pour les états-majors, il s'agit de trouver le moyen de mener une frappe décisive. ■

Le capital e-commercial dans la seconde crise générale du capitalisme

La crise générale a nécessairement un développent inégal selon les secteurs d'activités. D'ailleurs, c'est une nécessité pour les communistes que de comprendre les modalités de krach de tels et tels secteurs, avec en même temps, dialectiquement, les modalités d'essor accéléré d'autres secteurs. Sinon, on bascule dans une lecture unilatérale et on ne comprend pas la nature profondément contradictoire de la crise.

La plasticité du capitalisme permet à une partie du capital de s'engouffrer dans les possibilités de modernisation-restructuration offerte par la « crise » - en même temps, cela désaxe le capitalisme et accentue la pression sur les capitalistes en général.

À ce niveau, l'essor de la vente en ligne comme expression du capital commercial est un bon exemple pour comprendre le processus dialectique d'essor particulier d'une branche capitaliste qui renforce l'aspect général de la crise.

Dans un communiqué de presse de début décembre 2020, la « fédération e-commerce et vente à distance » (Fevad) note ainsi :

> Avec un chiffre d'affaires cumulé de 77,9 milliards sur les 9 premiers mois, les ventes de produits et de services sur internet ont progressé de 5% par rapport à la même période l'an dernier.
>
> A partir de l'analyse des données disponibles à ce jour, la Fevad table sur une progression des ventes de 8,5% au dernier trimestre. Si la croissance des ventes en ligne de produits devrait être plus importante que lors des précédents trimestres, celle-ci ne devrait toutefois pas suffire à compenser la baisse des services.
>
> Dans ce contexte, le chiffre d'affaires annuel du e-commerce en 2020, tous produits et services confondus, devrait progresser de +6% sur un an, contre +11,5% en 2019, pour atteindre 109,6 milliards.

I. L' « e-commerce » comme une forme spécifique du capital commercial dans la chute tendancielle du taux de profit

a) L' « e-commerce » accompagne les monopoles industriels

Remarquons d'emblée que : la vente en ligne permet la rotation de telle industrie vestimentaire, telle industrie technologique et culturelle, etc., mais ne joue en rien dans la rotation par exemple de l'accumulation du capital dans l'acier, le pétrole, le ciment, etc. Reprenons donc la question de la baisse tendancielle du taux de profit.

On a des capitalistes qui cherchent à vendre toujours plus de marchandises pour élargir leur capital. Pour cela il faut baisser les coûts de production ainsi qu'élargir les marchés.

Comme on le sait, cela a pour conséquence de faire baisser la part du capital dédiée à l'emploi de la main d'œuvre (baisse coût de production) et d'augmenter la part dédiée à des moyens de production plus sophistiqués afin de produire plus vite, en moins de temps, et que donc que les marchandises soient moins chères et qu'ainsi elles se vendent mieux.

Or si le taux de profit baisse (la part des travailleurs diminue par rapport à la part de la machinerie), la logique même de cette baisse implique une hausse de la masse des profits puisque il y a une machinerie plus productive, donc plus de produits mis sur le marché.

Et comme on l'a compris avec Lénine, cette contradiction entre baisse qualitative (le taux de profit) et hausse quantitative (la masse de profits) aboutit à la formation de monopoles qui sont les seuls à mêmes d'assurer les énormes investissements en capital constant.

Le « e-commerce » qui appartient au capital commercial ne créé ni profit, ni ne produit de plus-value, il est donc entièrement dépendant de la dynamique de valorisation du capital industriel dont il s'approprie une part de survaleur. Il suit donc inévitablement la tendance monopolistique.

Comme le dit Marx à propos du capital commercial :

> Le taux du profit de celui-ci est une grandeur donnée, qui dépend d'une part de la masse de profit produite par le capital industriel, et d'autre part du rapport du capital commercial au capital total avancé pour la production et la circulation.

De fait, on considère ainsi que 87 % du chiffre d'affaire du « e-commerce » est réalisé par 5% des acteurs du secteur.

b) Le capital e-commercial, comme un aspect de la contre-tendance à la chute du taux de profit

Dans l'explication de la baisse tendancielle du taux de profit dans le Capital, Karl Marx explique qu'il y a donc des contre-tendances. Au cœur de ce raisonnement, il y a la question du rapport entre le taux de plus-value, le taux de profit, et le capital organique. Et ce rapport se fonde sur un moment précis de l'accumulation du capital qui est le taux de rotation.

La rotation du capital, c'est l'ensemble du temps parcouru pour qu'un capital-argent investi initialement revienne sous la forme-argent, enrichie d'une plus-value produite dans la sphère de la production, « et » réalisée dans la sphère de la circulation. Bien qu'aspect secondaire de l'accumulation, le capital commercial est une clef du processus général d'accumulation.

Marx explique :

> Le temps de rotation du commerce mondial a été diminué considérablement et l'activité du capital a été doublée et même triplée.
>
> Il va de soi que cette révolution ne s'est pas accomplie sans contre-coup sur le taux du profit.
>
> Pour apprécier d'une manière exacte l'influence de la rotation sur ce dernier, nous devons admettre que tous les autres éléments (taux de la plus-value, journée de travail, composition centésimale) sont les mêmes pour les deux capitaux que nous mettrons en parallèle. (…) Les taux de profit de deux capitaux de même composition, de même taux de plus-value et de même durée de travail, sont donc en rapport inverse des périodes de rotation.

Pour contrer la baisse continue et inéluctable de la main d'œuvre *par rapport* à la machinerie en général, le capital produit dans le cours de son accumulation des contre-tendances, des freins à la chute de sa baisse de valorisation.

Et pour bien saisir cela, il faut faire la différence entre le taux de profit et le taux de plus-value. Le taux de plus-value correspond au rapport d'exploitation entre le travail payé et le travail non payé. Le taux de profit correspond au rapport entre le taux de plus-value et le capital organique avancé.

On le voit le taux de plus-value reste central, mais ce taux connaît une tendance à la baisse du fait de l'augmentation de la machinerie « au détriment » de la main d'œuvre, source réelle de la plus-value. Pour un capitaliste, celle-ci peut donc au bien augmenter le taux d'exploitation (augmentation de la journée de travail, donner plus de tâches aux travailleurs, baisse du salaire, etc.).

Mais cela peut aussi donc jouer sur la rotation du capital, ce qui fait référence au taux de profit et non au taux de plus-value. Si le capital connaît 10 cycles de rotation au lieu de 5, cela signifie que lorsqu'il jette la somme initiale de capital-argent pour l'accumulation, il va obtenir 10 « retours sur investissements » (enrichis de la plus-value) sans avoir à rejeter à chaque fois la somme initiale.

Marx explique bien cela dans cet exemple :

> Prenons un capital A, ayant la composition 80 c + 20 v = 100 C, et qui, pour un taux de plus-value de 100 %, accomplit deux rotations par an. Son produit annuel sera 160 c + 40 v + 40 pl . Le taux du profit devant être calculé en rapportant 40 pl , non pas au capital employé de 200, mais au capital avancé de 100, nous aurons p' (profit) = 40 %.
>
> Soit un second capital B = 160 c + 40 v = 200 C qui, pour le même taux de plus-value de 100 %, n'accomplit qu'une rotation par an. Son produit annuel sera également de 160 c + 40 v + 40 pl , mais les 40 pl devront être rapportés au capital avancé de 200, ce qui donnera un taux de profit de 20 %, la moitié de celui de A.

Donc, un capital d'un secteur industriel donné a tout intérêt à maximiser ses rotations, car cela lui permet de freiner la baisse inéluctable de sa valorisation.

On comprend ainsi quel rôle jouent les géants du « e-commerce » pour des branches industrielles, comme le high-tech, le textile, la culture.

Et comme le remarquait bien Lénine à propos du fait que *« les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence dont ils sont issus ; ils existent au-dessus et à côté d'elle »,* les monopoles du e-commerce laisse aux petits capitaux la possibilité de se lancer en accédant à la plateforme de vente en ligne qui leur fait économiser des coûts et leur permet d'accéder à un taux de rotation plus élevé.

c) Les géants du e-commerce comme expression de la tendance à la socialisation

En tant qu'agent du capital commercial, le e-commerce est donc l'expression de la chute tendancielle du taux de profit en ce sens qu'il suit la tendance à la concentration monopolistique, tout autant qu'une contre-tendance à cette chute elle-même (taux de rotation).

La chose est que comme il y a de plus en plus de marchandises produites dans le cadre d'une production monopolistique, il faut davantage écouler ces marchandises, au risque de voir la rotation, et donc l'accumulation, se gripper.

Comme le taux de profit ne fait que chuter et que ce qui compte toujours plus c'est sa masse, il faut absolument augmenter les rotations du capital. Pour cela, il faut arriver à faire correspondre au mieux le temps de production et le temps de circulation.

C'est là qu'émerge le « e-commerce », comme expression d'une tendance toujours plus marquée à la socialisation *à travers et malgré* le capitalisme. À ce niveau, le capital commercial moderne profite des avancées informatiques, et principalement de la combinaison du big data et de l'intelligence artificielle, pour écouler coûte que coûte les marchandises via des comptes individuels à l'abonnement mensuel.

Mieux même, en produisant des besoins-artificiels sur cette base algorithmique, il génère l'illusion comme quoi il n'y aurait plus le chaos entre la production et la consommation. Évidemment cela est illusoire car cela n'ôte en rien la question de la paupérisation dans le cadre de la crise générale.

Le capitalisme est dans l'impossibilité même de faire que la production et la circulation se correspondent : seul le socialisme est à même de réaliser ce saut qualitatif, grâce à la planification. Mais justement, comment bien analyser ce qui relève ici d'une tendance à socialiser sur la base de la révolution socialiste et ce qui relève d'une empreinte capitaliste à démanteler ?

II. Le capital e-commercial, une superstructure liée à l'impérialisme

a) La généralisation du fétichisme de la marchandise

Alors que la grande distribution s'est *principalement* emparée de l'écoulement des biens alimentaires dans les années 1960-1970, les géants de la vente en ligne se sont *principalement* appropriés la vente de vêtements et d'objets culturels (high-tech compris). Il y a ici une continuité dans la tendance au monopole de la grande distribution, dans les nouvelles conditions de la mutation informatique des années 1990-2000.

On pensera ici à Cdiscount (groupe Casino, 1998), Ebay (1995), Vente Privée (2001), Zalando (2008), PriceMinister (2000, racheté par le japonais Rakuten en 2010), Wish (groupe Alibaba, 1999), Amazon (1994). En 2017, Cdiscount a écoulé 30 millions de colis, Alibaba 821 millions et Amazon plus de 3 milliards. C'est vertigineux.

Avec les modalités de la circulation à flux-tendu du capital, l'épuration rapide des stocks est encore plus nécessaire qu'auparavant – sans rien changer à la nature même du capitalisme. La surproduction de capital oblige à ce que les parties des capitaux investis aient un « retour sur investissement » le plus rapide possible, et donc, dans le même temps, que la surproduction de marchandises soit « évitée » par la garantie de leur écoulement.

De par cette configuration, ce secteur de l' « e-commerce » pousse jusqu'à l'absurde les tendances à l'éparpillement-gâchis capitaliste. C'est là un des caractères typiques du fétichisme de la marchandise qui occulte les conditions même de sa production réelle.

Ce sont ces camions poids-lourds qui peuvent traverser l'Europe toute entière, avec seulement quelques colis chargés, afin de satisfaire la demande d'une livraison rapide (24 à 48 heures). Ou bien ces palettes entières de marchandises reçues, qui sont sorties de leur carton initial, pour être emballées une seconde fois dans un carton – aux proportions parfois démesurées par rapport à la valeur d'usage contenue - aux couleurs du distributeur.

Notons ici également que l'industrie du carton, et donc l'exploitation du bois, sont des secteurs capitalistes qui ont vu leurs profits exploser avec la crise sanitaire, puisqu'elle fournit les cartons des marchandises.

Cela se heurte là aussi à des contradictions, principalement l'écocide, avec notamment de nombreuses forêts exploitées qui sont rongées par le scolyte, un insecte en prolifération du fait du réchauffement climatique. L'essor de l'industrie du carton est également génératrice d'une forte pollution des eaux, comme cela est visible avec Smurfit Kappa dans le bassin d'Arcachon, provoquant des critiques et oppositions locales.

L'augmentation de la vitesse de rotation du capital joue ici un rôle dans la contre-tendance à la chute du taux de profit, en accentuant l'aspect extensif-quantitatif de la circulation marchande. Évidemment, cela offre toujours plus de poids aux monopoles car il faut assumer une très lourde logistique.

Avec le boom de l'« e-commerce », on passe un seuil dans le rapport fétichisé à la marchandise. Tout le caractère social de la chaîne de production du bien utile disparaît derrière une valeur d'échange que l'on s'approprie par désir, dans l'isolement et l'atomisation sociale – la figure du livreur étant la seule figure comme fenêtre ouverte dans la saisie des producteurs.

Un maillon de la chaîne qui est d'ailleurs déjà en cours de dissolution avec l'essor des services de livraison en l'absence de clients « grâce » aux boites sécurisées par digicode (« smart box »).

Et avec le big bata « e-commercial », on a un capital commercial qui anticipe des nouveaux besoins, afin d'assurer l'écoulement des marchandises.

Il y a une généralisation à l'ensemble des rapports sociaux de la forme aliénée qu'est la marchandise, où les personnalités ne vivent et ne se réalisent que dans la valorisation marchande elle-même. Le caractère utile, productif, des besoins (et pensons ici aux besoins culturels et intellectuels) disparaît dans des personnalités façonnées, modelées par l'immense automate de l'auto-valorisation.

b) Le caractère parasite du « e-commerce »

La tendance aux monopoles a ceci de bon qu'elle rapproche inéluctablement du socialisme, de la socialisation complète de la production.

En tant qu'expression de la chute tendancielle du taux de profit, les monopoles de l'« e-commerce » suivent l'augmentation de la productivité sociale du travail. On le

voit avec des tas de technologies de stockages, l'approfondissement de l'automatisation de l'entreposage, etc.

Tout cela est donc à socialiser dans le cadre de la Révolution socialiste, formant ensuite une base certaine *pour la transition au communisme,* tout en tenant compte de leur ré-organisation dans le cadre de la résolution de la contradiction ville-campagne.

Mais, il ne faudrait pas pour autant penser de manière unilatérale les choses. Car le « e-commerce » relève dialectiquement d'une infrastructure et d'une superstructure, la seconde étant l'aspect principal.

La superstructure concerne, non pas le contenu, mais la forme de l' « e-commerce » passant par le fait de « faire son marché » en quelques clics sur internet pour se faire livrer quelques jours plus tard. Cet aspect est à démanteler par une révolution culturelle.

Nulle doute d'ailleurs que toute cette dynamique a suivi l'accès massif des français à la propriété privée, notamment par le biais d'un pavillon en périphérie urbaine ou en zone rurale. Il y a une généralisation du comportement des dominants à l'ensemble de la population qui veut qu'il y ait des gens dont la fonction est de servir leurs intérêts égo-centrés. Cette généralisation suffit de montrer à quel niveau de corruption se situent les masses en France, quel est le taux d'aliénation général.

Nul hasard donc à ce que la Fevad remarque début décembre que :

> « Suite à l'annonce du second confinement, la Fevad a mis en place un panel d'une cinquantaine de sites e-commerce dans le secteur non-alimentaire. Si les résultats issus de ce panel n'ont pas valeur d'indicateur global pour l'ensemble du secteur, ils n'en permettent pas moins de mesurer l'évolution de l'activité dans le contexte du confinement.
>
> Ainsi, le chiffre d'affaires global du panel a progressé de 77% pendant ce second confinement. Les enseignes à dominante Meubles-Décoration-Aménagement Maison réalisent près de trois fois le chiffre d'affaires de l'an dernier à la même période. Les enseignes à dominante Produits Techniques près du double. »

La généralisation du « life style » aristocratique, de l'esprit de châtelain pour lequel on paie pour être servi est le reflet de ce que l'on pourrait résumer par : *société de service, société de serviteurs.*

La société de services, tant vantée comme une société de « l'immatériel » et de l'emploi de couches moyennes, révèle dans la seconde crise

générale son vrai visage : une société de serviteurs d'esprits aliénés aux mœurs bourgeois. Et ce ne sont pas des « employés » qui occupent cette tâche, mais tout simplement des prolétaires.

Et tout cela repose sur l'approfondissement de la destruction de la campagne par la ville. Comme le rappelait le président de la Fédération du e-commerce et de la vente à distance lui-même en 2017 :

> Partout dans le monde, « on assiste à une mutation profonde et durable de la façon dont les gens font leurs courses, ce qui aura des répercussions sur la géographie des villes d'ici à 10 ans », notamment en ce qui concerne les points de livraison, les entrepôts, etc.

En fait, le principe de livraison de colis-marchandises répond ici à la tendance parasitaire du capitalisme monopoliste. On a des marchandises produites à moindre frais, là où le caractère d'exploitation est largement extensif ; marchandises qui inondent ensuite la métropole avec son esprit de consommation généralisée.

La seconde crise générale ouverte par le virus SARS-CoV-2 accélère alors ce processus du fait des confinements de la population.

Le confinement a posé une question antagonique au capitalisme : comment continuer à faire circuler les marchandises, alors que les flux de population sont sévèrement contraints, que les principaux magasins de vente ont été fermés ?

Comme tout mode de production basé sur la propriété privée le fait, le capitalisme a « répondu » en exploitant une couche sociale prolétarienne au bénéfice de toute la société. C'était là l'expression absurde, misérabiliste, d'esprit typiquement bourgeois, de « premiers de corvées ».

La France se situe au troisième rang européen pour la vente en ligne, avec 37 millions d'acheteurs ayant dépensé en moyenne 2 200 euros, pour 33 clics-achats en moyenne avec un attrait poussé pour les vêtements. Au milieu des années 2000, la moyenne était de 763 euros. Se faire livrer du papier cadeau à Noël, un sèche-cheveux, des piles, du liquide vaisselle, on est bien loin du service de livraison du magasin de gros meubles...

Bref, on a là devant nous toutes les expressions économiques, sociales et culturelles de la métropole impérialiste ayant transformé le prolétariat en un prolétariat métropolitain, soumis au 24h sur 24h du capitalisme.

c) L'espace de la rupture subjective

C'est l'achèvement de ce que Lénine avait senti venir dans son livre « l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme » où il cite John Atkinson Hobson, un économiste britannique social-libéral qui décrivait le parasitisme des monopoles transnationaux sur les rapports sociaux de la Métropole :

> « Telles sont les possibilités que nous offre une plus large alliance des États d'Occident, une fédération européenne des grandes puissances : loin de faire avancer la civilisation universelle, elle pourrait signifier un immense danger de parasitisme occidental aboutissant à constituer un groupe à part de nations industrielles avancées, dont les classes supérieures recevraient un énorme tribut de l'Asie et de l'Afrique et entretiendraient, à l'aide de ce tribut, de grandes masses domestiquées d'employés et de serviteurs, non plus occupées à produire en grandes quantités des produits agricoles et industriels, mais rendant des services privés ou accomplissant, sous le contrôle de la nouvelle aristocratie financière, des travaux industriels de second ordre. »

Et Lénine remarquait justement contre ce penseur libéral que toute la question était de savoir quelles luttes de classes auraient lieu pour résister et changer la tendance.

Or, on le sait, le premier cycle de la lutte de classe opposé à ce phénomène a eu lieu das les années 1970-1980 avec les avant-gardes révolutionnaires armées européennes. Des avant-gardes qui ont précisément théorisé à la suite de ce cycle la question du prolétaire métropolitain, de la domination générale du capitalisme sur les subjectivités.

La seconde crise générale est l'ouverture d'un second cycle de lutte de classe dans lequel la rupture subjective va connaître une densité d'autant plus profonde que le caractère parasite de l'impérialisme pèse sur les mentalités.

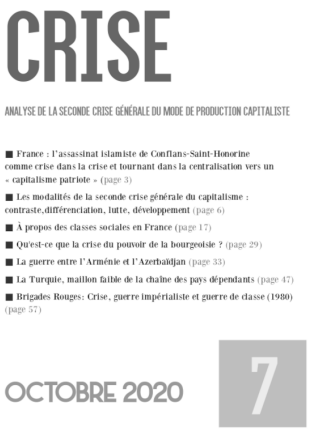
Avec l'approfondissement de l'aspect économique de la crise qui voit paupérisme et précarité se renforcer, on voit l'espace qui se forme pour l'émergence de telles subjectivités. Car d'un côté, il y a le renforcement de toute cette dynamique absurde de l' « e-commerce », avec comme aspect central la question écologique, et de l'autre il y a ratatinement des bases de la consommation, un effritement des bases du remboursement des crédits pour la voiture, le pavillon...

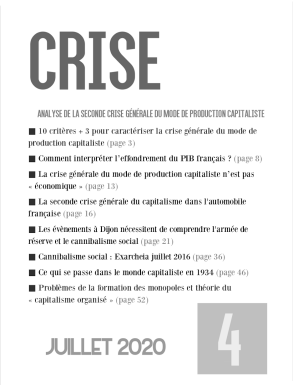
Dans la configuration d'une formation sociale atomisée, où le cannibalisme social va en progressant et l'individualisme s'épanouit, il n'y a aucune barrière

morale, culturelle, à cet essor de la livraison à domicile, qui va même aller jusqu'à faire « disparaître » le livreur.

Pour les révolutionnaires, la livraison à domicile est une hérésie. Il faut à tout prix se désengager d'une telle pratique, cela fait partie d'un aspect de la rupture nécessaire avec ce monde. Cela correspond à la même nature que refuser le « fast-food » ou l'idéalisation du restaurant comme moment de détente. C'est là une expression de mentalités individualistes-atomisées qui se « font servir » passivement : un communiste refuse ce principe de la passivité.

L'ouverture d'un second cycle de lutte de classe sur la base de ruptures subjectives est nécessaire, et possible, et cela d'autant plus que l'avancée de la Guerre impérialiste forme tout un arrière-plan à la prise de conscience de tout le caractère parasite-impérialiste de la formation sociale capitaliste. ■





depuis mai 2020

CRISE

Analyse de la seconde crise générale du mode de production capitaliste

en pdf téléchargeable

La restructuration, terrain contradictoire de l'affrontement élémentaire à l'exemple de la séquestration en France

Il est terriblement dommage que les masses populaires n'aient pas compris la nature de la seconde crise générale du capitalisme. La conséquence en est que les capitalistes ont été les seuls à agir et que, par conséquent, leurs initiatives vont avoir comme base une vaste offensive contre les masses populaires. Autrement dit, alors que dans la première crise générale du capitalisme, la restructuration a suivi l'irruption de la crise et l'initiative révolutionnaire des masses populaires, la situation est différente pour la seconde crise, où l'irruption de la crise s'accompagne d'une initiative contre-révolutionnaire des capitalistes, au moyen de la restructuration.

L'initiative révolutionnaire des masses ne suit donc pas immédiatement la crise, mais forme seulement un second temps.

C'est naturellement une grande déception pour les révolutionnaire. Si les masses populaires avaient pris l'initiative, elles seraient tout de suite plus à l'aise dans leurs actions, dans leurs certitudes. Le fait qu'elles ne vont réagir qu'à travers la restructuration capitaliste va rendre les plus choses plus difficiles, les souffrances n'en seront que plus grandes.

En quoi consiste cette restructuration capitaliste ?

La restructuration capitaliste a plusieurs aspects :

- c'est une restructuration dans la production, avec davantage de pression sur les travailleurs, une réorganisation des activités ;

- c'est une restructuration des rapports bourgeoisie/masses populaires au niveau des syndicats et de l'État ;

- c'est une restructuration des interventions étatiques et de la gouvernance étatique, avec un interventionnisme accru sous l'égide des fractions dominantes de la bourgeoisie ;

- c'est une restructuration des rapports avec les pays semi-féodaux semi-coloniaux, pour davantage les pressuriser ;

- c'est une restructuration des rapports entre les pays en général, jusqu'à la confrontation inter-impérialiste.

Il n'y a pas de « plan » de la part de la bourgeoisie pour une telle restructuration. On est ici dans une tendance historique rendue nécessaire par le cours des choses. La bourgeoisie d'autant moins conscience de ses actions qu'en face il n'y a pas de résistance.

La bourgeoisie sent naturellement qu'il y a une lutte de classe, mais elle ne sait que répondre aux événements, elle n'anticipe que de manière très relative, car elle est totalement aveuglée par sa domination de classe, qu'elle imagine éternelle.

De manière élémentaire, les masses populaires ont un positionnement tout fait similaire. Elles n'ont pas d'aperçu général, tant qu'elles n'auront pas été marquée par le Parti

Communiste à l'avant-garde de la lutte des classes, jouant le rôle de synthèse politico-idéologique. On a un exemple d'une telle chose avec la question des séquestrations.

La séquestration est une action illégale mais non clandestine, c'est-à-dire qu'elle amènera inéluctablement à une répression, à moins que le succès ne soit complet. L'État ne peut qu'avancer ou reculer dans genre de situations qui remet en cause son monopole de la violence.

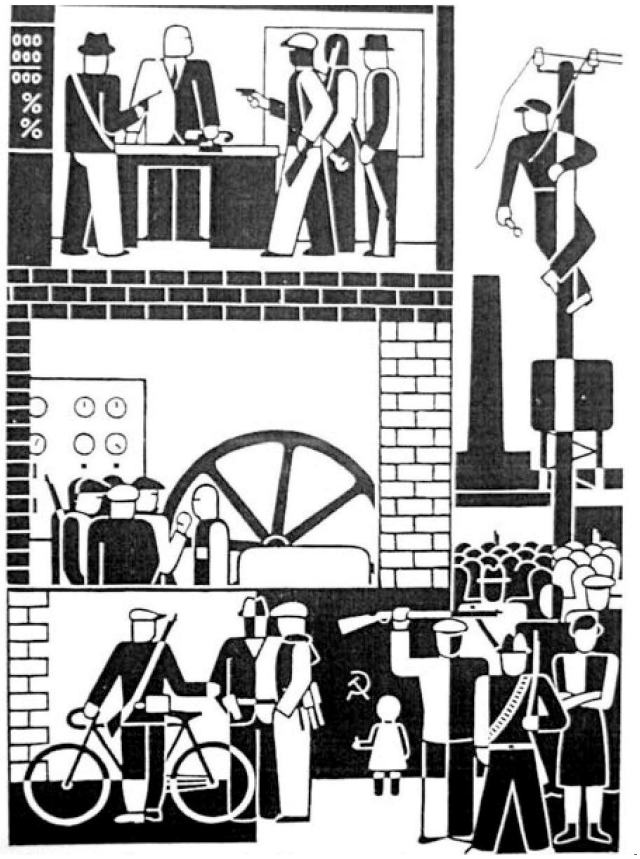
La séquestration est une action entièrement revendicative, elle vise à exercer une pression symbolique, par la violence, sur des points précis. Elle exprime soit une volonté offensive, témoignant qu'un palier est passé, que les masses prennent la violence dans leurs mains et cherchent la confrontation, soit un désespoir allant jusqu'au réformisme violent.

Il est difficile de faire la part des choses, car les deux aspects s'entremêlent évidemment largement.

D'un côté, les séquestrations relèvent de la contre-attaque des masses face aux restructurations. De l'autre, c'est une défense élémentaire, une sorte de baroud d'honneur, de réformisme ultime.

C'est là quelque chose de puissamment contradictoire et c'est lourd de sens : cela montre la position délicate, ambiguë, ambivalente des masses passant une résistance à la restructuration capitaliste.

Voici un aperçu historique avec une liste non-exhaustive de séquestrations et sabotages dans les conflits de classe depuis 1968.



Année	Entreprise	Situation	Action	Département
1968	Sud-Aviation	Revendications	Séquestration cadres	Loire-Atlantique
1968	Renault	Revendications	Séquestration directeur	Seine-Maritime
Décembre 1970	Ferodo	Licenciement d'un ancien chef d'atelier	Séquestration d'un chef d'atelier et trois cadres	Calvados
Avril 1971	EGELEC-SOMAREL	Revendications	Séquestration deux dirigeants	Ille-et-Vilaine
Mai 1971	Trefil-Union	Revendications	Séquestration 3 cadres 26h	Haute-Marne

Février 1972	Richard Continental	Revendications	Séquestration dirigeant	Rhône
Avril 1972	Joint Fraçnais	Revendications	Séquestration dirigeants	Côtes-du-Nord
1973	Lip	Fermeture	Séquestrations dirigeants une nuit	Doubs
Mars 1973	Sambron	Revendications	Séquestration plusieurs heures	Loire-Atlantique
Juin 1973	Gaillard	Revendications	Séquestration 6 h du PDG	Ille-et-Vilaine
1975	Plusieurs entreprises	Licenciements	Séquestrations	Île-de-France
1975	Saint-Frère	Revendications	Séquestration	Somme
Avril 1976	L .C .C .- C .LC.E .	Revendications	Séquestration cadres	Côte-d'Or
Juin 1976	Tréfimétaux	Revendications	Séquestration directeur 6h	Loire-Atlantique
Juillet 1976	Griffet	Revendications	Séquestration deux fonctionnaires du travail et directeur de la main d'œuvre	Bouches-du-Rhône
Printemps 1976	ST Dupont	Revendications	Séquestration	Haute-Savoie
Novembre 1977	Renault	Revendications	Séquestration du PDG & 2 cadre supérieurs	Hauts-de-Seine
Juillet 1978	Creusot-Loire	Revendications	Séquestration 5h DRH	Loire
Mai 1979	Solmer	Revendications	Séquestration directeur	Fos-sur-Mer
Janvier 1979	Usinor	Licenciements	Séquestration directeur	Lorraine
1981	Bella	Reprise / virement salaires	Séquestration	Pyrénées Orientales
1981	Vernier-Sydéric	Restructuration / délocalisation	Réquisition du prototype d'une machine-outil	Alpes-Maritimes
1982	Pompey	Restructuration	Séquestration dirigeants	Lorraine
1983	Dietrich	Restructuration	Séquestration directeur	Alsace
1982	Vachette	Suppression 13e mois	Séquestration directeur du personnel	Somme
1985	Péchiney	Fermeture	Séquestration Directeur	Savoie
1986	Commune	Paiement des jours de grève	Séquestration du maire	Somme
1987	Carling	Licenciements	Séquestration cadre dirigeant	Moselle
Mai 1990	Roudière	Licenciements	Séquestration	Ariège
Novembre 1991	UTA/Air France	Restructuration	Séquestration PDG	Seine-Saint-Denis
1993	Rhône-Poulenc	Fermeture	Séquestration Directeur	Isère
1995	Régie Renault	Fermeture	Séquestration Directeur et directeur-adjoint	Hauts-de-Seine

1995	Thomson-CSF	Fermeture	Séquestration directeur et DRH	Yvelines
1997	Panasonic	Fermeture	Séquestration Direction parisienne	Lorraine
Mars 1997	Mines de potasse	Restructuration	Séquestration directeur	Alsace
Novembre 1999	La Poste	Licenciements	Séquestration directeur	Gironde
Juillet 2000	Cellatex	Fermeture	Sabotage écologique (liquides chimiques rivière)	Ardennes
Août 2000	JOB	Fermeture	Séquestration directeur	Pyrénées-Orientales
Novembre 2001	Moulinex	Rachat SEB	Menaces d'explosion	Basse-Normandie
Janvier 2003	Daewoo	Redressement judiciaire	Sabotage écologique (liquides chimiques rivière)	Meurthe-et-Moselle
Mars 2003	Metaleurop	Fermeture	Sabotage écologique (pains de sodium dans la rivière)	Nord
2005	La Poste	Négociations CHSCT	Séquestration de 5 cadres	Gironde
Février 2008	Kleber	Fermeture	Séquestration 2 cadres	Meurthe-et-Moselle
Février 2008	BRS	Délocalisation cachée	Séquestration 48h dirigeant	Doubs
Mars 2008	Lenoir-et-Meunier	Fermeture	Sabotage écologique (acide)	Ardennes
Mars 2009	Sony	Licenciements	Séquestration PDG une nuit	Landes
Mars 2009	Caterpillar	Fermeture	Séquestration 4 cadres 24h	Isère
Avril 2009	Molex	Fermeture	Séquestration 26h patron	Haute-Garonne
Avril 2009	3M	Licenciements	Séquestration	Loiret
Avril 2009	Scapa	Fermeture	Séquestration quatre dirigeants	Ain
Avril 2009	Faurecia	Licenciements	Séquestration trois cadres	Essonne
Avril 2009	FM Logistic	Licenciements	Séquestration trois directeurs	Moselle
Juin 2009	Raguet	Licenciements	Séquestration trois dirigeants	Ardennes
Juillet 2009	Continental	Fermeture	Saccage sous préfecture	Oise
Juillet 2009	New Fabris	Licenciements	Menaces d'explosion	Vienne
Juillet 2009	Nortel	Licenciements	Menaces d'explosion	Yvelines
Juillet 2009	JLG	Licenciements	Menaces d'explosion	Lot-et-Garonne
Juillet 2009	Servisair Cargo	Licenciements	Séquestration 24h du PDG & DG	Val-d'Oise
Juillet 2009	Michelin	Licenciement d'un CDD	Séquestration 6h de 4 cadres	Saône-et-Loire

Août 2009	Serta	Licenciements	Sabotage écologique	Seine-Maritime
Janvier 2010	Akers	Fermeture	Séquestration quatre cadres	Loire
Février 2010	Pier Import	Licenciements	Séquestration dirigeants pendant une nuit	Seine-Saint-Denis
Février 2010	Maison de Valérie	Licenciements	Séquestration dirigeant	Loir-et-Cher
Mars 2010	Siemens	Reclassements	Séquestration 2 dirigeants 24h	Loire
Mars 2010	Hôpital Emile-Roux	Restructuration	Séquestration dirigeants	Val-de-Marne
Mars 2010	Sullair	Licenciements	Séquestration 48h patron	Loire
Février 2010	Renolift	Licenciements	Séquestration trois dirigeants	Rhône
Février 2010	Hélio-Corbeil	Licenciements	Séquestration dirigeant	Essonne
Mars 2010	Centre triage SNCF	Licenciements	Séquestration dirigeants	Nord
Mars 2010	Assistance publique-Hôpitaux de Paris	Restructuration	Séquestration e cadres	Seine-Saint-Denis
Avril 2010	Sodimatex	Licenciements	Menaces d'explosion	Oise
Avril 2010	PTPM	Fermeture	Séquestration cadres dirigeants + menace d'incendie avec containers disposés autour de l'usine	Marne
Avril 2010	Essex	Fermeture	Séquestration dirigeants	Saône-et-Loire
Mai 2010	La Poste	Restructuration	Séquestration cadres dirigeants	Hauts-de-Seine
Juillet 2010	Jacob Delafon	Licenciements	Séquestration cadres dirigeants une nuit	Corrèze
Juillet 2010	SNP	Licenciements	Séquestration cadres dirigeants	Tarn
Février 2011	Fonderie Messier	Licenciement du délégué du personnel et revendications salariales	Séquestration PDG	Pyrénées-Atlantiques
Juin 2011	MBF Technologies	Licenciements	Séquestration deux dirigeants	Jura
Juin 2011	Sodimédical	Paiement des salaires	Séquestration directeur	Aube
Septembre 2011	Still	Fermeture	Séquestration deux dirigeants	Oise
Septembre 2011	Dapta/ Préciturn	Restructuration	Séquestration des repreneurs	Puy-de-Dôme
Septembre 2011	Ham	Licenciements	Séquestration dirigeants	Somme

2011	Constellium	Licenciements	Séquestration 4 cadres	Somme
Mars 2012	Sernam	Restructuration/ suppression d'emplois	Séquestration dirigeants	Bouches-du-Rhône
Avril 2012	Fnac Paris	Baisse de salaire	Séquestration patron et DRH	Paris
Avril 2012	E.ON France	Suppression d'emplois	Séquestration direction	Paris (siège social)
Février 2012	PSA	Fermeture	Séquestration cadres	Seine-Saint-Denis
Janvier 2014	Centre France-La Montagne	Licenciements	Séquestration deux dirigeants	Loiret
Mai 2014	Seita	Fermeture	Séquestration cadres 48h	Loire-Atlantique
Février 2013	DMI	Fermeture	Menaces d'explosion	Allier
Octobre 2015	Air France	Licenciements	Arrache de chemises cadres	Île-de-France
Février 2017	PSA	Licenciements	Séquestration	Yvelines
Mai 2017	GM&S	Fermeture	Destruction de machines	Creuse

Quand on voit qu'il y a eu en France de nombreuses séquestrations, on se demande pourquoi, à la fermeture de nombreuses boîtes en 2020, il n'y a pas eu de telles initiatives afin de forcer le cours des choses. La pratique est connue, elle aurait pu trouver facilement une réalisation lorsque des dizaines et des dizaines de personnes sont concernées, voire des centaines.

La réponse est difficile à trouver, mais trouve sa nature dans la question de la restructuration. Autrement dit, la séquestration s'exprime-t-elle uniquement dans le cadre d'une restructuration partielle, localisée, spécifique ? Ou bien a-t-elle également un sens lorsque la restructuration a une portée générale comme en 2020 ?

Les travailleurs licenciés en 2020 se sont-ils dit : c'est le contexte général, on n'a aucune chance de gagner ? Ou bien ont-ils considéré comme inutile la séquestration dans leur situation formant un processus au long cours ?

Ou bien cette forme a-t-elle disparu du panorama de la lutte des classes en France, après avoir été présente à travers les décennies ?

Ou alors peut-être personne n'a-t-il voulu assumer un tel niveau de violence en sachant que dans un tel contexte cela risquait d'aller très loin ?

Ou peut-être est-ce tout simplement la crise sanitaire qui a bloqué toute capacité d'intervention ?

Ce qui se joue ici, du point de vue révolutionnaire, c'est la nécessité d'avoir un aperçu des formes employées et non employées dans le contexte de la seconde crise générale du capitalisme. Même sans avoir une compréhension impeccable, il faut au moins cerner les tendances, pour être capable d'appuyer ce qui est positif et de critiquer ce qui est négatif.

Normalement, c'est au syndicat d'avoir un regard approfondi sur cela. Mais cela n'est tout simplement plus possible depuis les années 1960, depuis que les syndicats ont touts une dimension institutionnelle.

Il faut donc que la mémoire combative passe directement par l'avant-garde.■

L'industrie de la reproduction humaine illustre une énième facette de la seconde crise générale du capitalisme

Plus le capitalisme avance, plus il doit trouver de nouveaux marchés pour se reproduire, et pour cela il doit de plus en plus se tourner vers du superflu et faire tomber les barrières morales. Cette dynamique va en s'intensifiant en temps de crise, puisqu'il existe alors une masse de capital cherchant à s'investir.

C'est le cas du marché de la reproduction humaine, qui profite de la stérilité causée par d'autres secteurs détruisant la nature et les capacités de reproduction des espèces, mais aussi de l'égocentrisme inhérent à une société individualiste.
Au lieu d'orienter les incroyables forces productives et technologiques vers le développement d'un mode de vie harmonieux, il y a un désordre caractéristique, où l'on ne raisonne qu'en court terme et en parades des développements anarchiques antérieurs.

En somme, on soigne les maux d'une industrie mortifère par une autre, encore plus aliénante avec de nouveaux intérêts en jeux.

Le grand « avantage » du marché de la reproduction est qu'il place son créneau dans le fondement même de la vie : perpétuer l'espèce. Et celle-ci passe par la capacité à se reproduire. C'est donc quelque chose qui peut passer facilement pour incontournable, dans lequel on ne va pas hésiter à investir.

Cette industrie a tout intérêt à transformer la procréation, déplaçant une production naturelle par une artificielle grâce à la technologie. C'est en cela que peuvent se créer de nouveaux secteurs dans lesquels les capitaux disponibles peuvent venir s'injecter.

Prenons par exemple les dispositifs de congélation des gamètes, l'imagerie médicale de pointe, le matériel obstétrique et bien sûr, le développement des outils génétiques, permettant d'isoler des gènes, de raccrocher des morceaux d'ADN tels que les ciseaux génétiques CRISPR-Cas9.

C'est que pour être réellement un marché viable, la reproduction va devoir toucher les couples hétérosexuels non-stériles, le plus gros marché potentiel. Le moyen d'y arriver est la génétique.

Pour ce marché en pleine expansion, la libéralisation de la PMA n'est pas un droit pour les homosexuels, c'est l'outil principal du processus permettant de faire passer un saut qualitatif au marché en allant à la rencontre des couples fertiles et des femmes seules.

Et pour toucher des couples stériles et des femmes seules, il faut proposer quelque chose d'attractif à banaliser, avec le pragmatisme génétique, « pour le bien de sa descendance ».
On a ainsi un développement extrêmement sophistiqué de la génétique pour pouvoir d'abord proposer l'implantation d'embryons « sains », puis pour pouvoir de plus en plus proposer des « options ».

Le bond de la pratique de la PMA depuis 2015 correspond d'ailleurs à l'amélioration des congélations d'ovocytes, mais aussi à la multiplication des possibilités de diagnostiques préimplantatoires (DPI), avec notamment des techniques permettant, outre d'éliminer un large spectre de maladies génétiques, de choisir le sexe depuis l'analyse génétique de l'embryon.

On a donc des parents non-stériles qui optent pour la PMA pour éviter des « problème génétiques », ceux-ci allant de la trisomie 21 à la dyslexie en passant par le strabisme comme cela peut être proposé au Royaume-Uni. Et d'autres encore, parce qu'ils ne veulent pas de fille, du fait d'une société encore fortement patriarcale comme c'est souvent le cas des couples chinois, par exemple.

Depuis ces améliorations, le marché de la procréation et ses multiples entreprises éparpillées commencent à connaître une activité intense de fusions - acquisitions, montrant une tendance au monopole.

Au début des années 2010, les entreprises étaient éparpillées, avec d'un côté des cliniques « indépendantes », de l'autre quelques banques de sperme et une industrie de niche.

En Europe, c'est l'Espagne qui a constitué le premier pôle à faire de la reproduction un secteur avec un ensemble de cliniques privées (IVI) essaimant à l'étranger, profitant des lois libérales. Dans ce pays, le marché de la procréation était estimé à un chiffre d'affaire de 500 millions d'euros environ en 2018.

À titre comparatif, le marché des jus de fruit dans ce même pays (premier vendeur européen) est de 730,63 millions d'euros. La procréation est un secteur du médical dans lequel l'Espagne est spécialisé, au même titre que les jus de fruits dans l'agro-alimentaire.

Mais pour gagner du terrain il faut pouvoir baisser les prix et bénéficier de lois favorables, cela ne peut se faire qu'en « pesant » toujours davantage.

C'est le sens de la fusion en 2017 d'IVI les cliniques espagnoles et RMANJ les américaines, faisant de IVI-RMA Global le leader mondial du marché de la procréation.

Aux USA, le marché de la reproduction est estimé à 3,6 milliards de dollars en 2017. Toujours à titre comparatif, 1,65 milliard c'est le chiffre d'affaire de Burger King en 2018.

En Asie aussi, le marché de la reproduction est en plein essor, avec une industrie des biotechnologies très développée. La discrimination sexuelle à la naissance au bénéfice des garçons, encore très présente, y promet la popularité du CGP (criblage génétique préimplantatoire, sorte de DPI permettant le choix du sexe).

Progressivement, les leaders du marché de la procréation vont inéluctablement arriver au stade de monopoles, avec 2 grands secteurs :

1) Les services, des cliniques liées aux banques de gamètes et aux agences de mères porteuses, qui sont en lien avec les clients.

2) Les bio-technologies et labos pharmaceutiques (avec les tests ADN, l'imagerie médicale, les outils génétiques, les traitements hormonaux, les instruments obstétriques…) représentant tout de suite des masses de capitaux énormes dont la procréation n'est qu'une nouvelle branche.

La tendance est également à racheter quelques acteurs des services pour disposer d'un contrôle complet de la chaîne de production de fœtus. Plus il y a de cliniques, plus leur industrie a des débouchés.

Viennent ensuite des secteurs adjacents comme l'assurance, le transport, le « tourisme de la santé »…

Évidemment tout cela se fait de manière absolument opaque et anti-démocratique, il est par exemple très difficile de trouver des chiffres, des données et de savoir où tout cela peut bien mener la société.

La pression du secteur est déjà énorme sur les pays n'ayant pas encore libéralisé la PMA, mobilisant toute une couche intermédiaire intellectuelle libérale sous couvert d'égalité des droits.

Il en va de même pour la Gestation Pour Autrui (GPA). Le sandale des nouveaux nés coincés dans le pays de leur « gestatrice » pendant les confinements amène les pro-réglementation à arguer en faveur d'une législation pour faciliter les filiations à l'internationale.

Avec la GPA on normalise le fait de louer le corps d'une femme pour accéder au « désir » d'enfant de tierces personnes. On connaît bien le cas des couples gays, deux hommes ne peuvent pas avoir d'enfants. On connaît aussi le cas des couples hétérosexuels dont l'utérus de la femme ne fonctionne pas. À cela s'ajoute une multitude de raisons tordues de recourir à une mère porteuse : Avoir un enfant après la ménopause, ne pas vouloir abîmer son corps de femme « objectifié » ou encore être un homme et vouloir un enfant tout seul.

À aucun moment il n'est question de morale, tout est une question de pseudo-égalité à posséder des enfants, de possibilités et de choix, et le rôle du libéralisme est de promouvoir

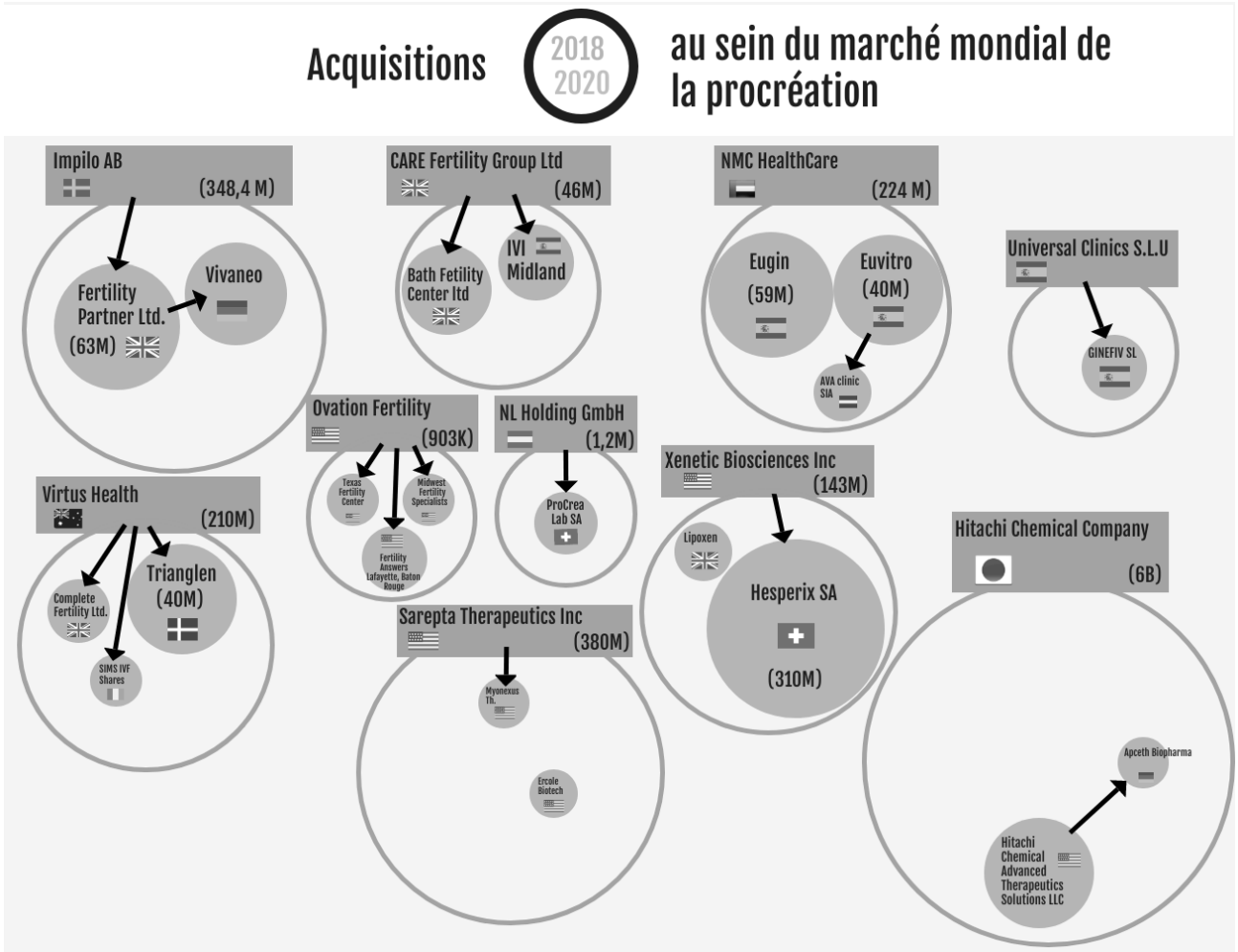
une société où la pire des choses n'est pas la traite des êtres humains mais l'entrave à la liberté de choix.

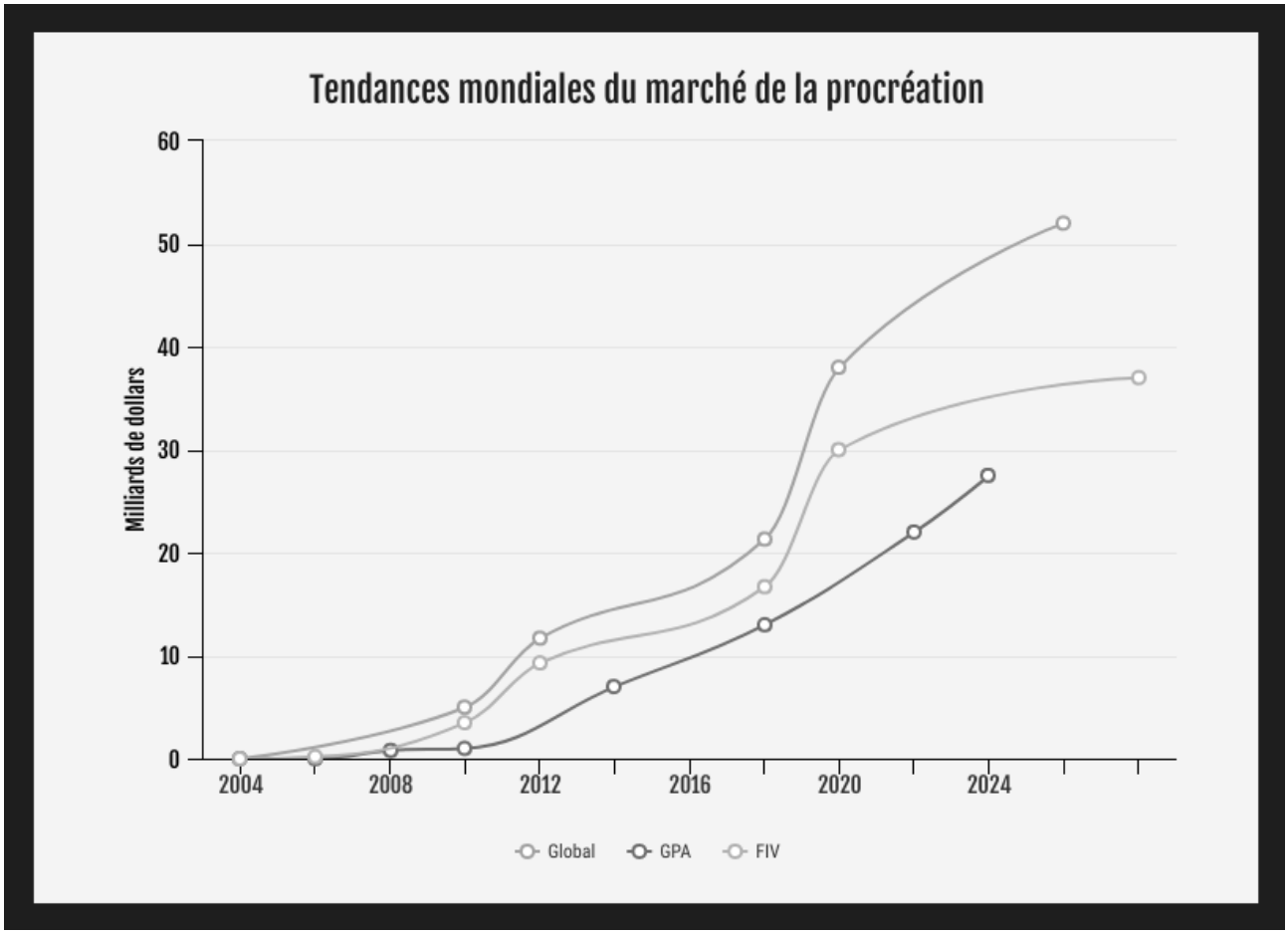
Cependant pour la GPA, l'argument de l'égalité des droits à beaucoup plus de mal à faire son chemin puisque cette pratique relève purement et simplement de la traite des êtres humains.

D'autant plus que l'exploitation reproductive nécessite un réservoir de femmes précaires pour baisser ses prix et pouvoir prétendre à vendre une grossesse à des couples de classe moyenne.

C'est le sens des multiples tentatives d'ouverture de la GPA en Amérique Latine, ou de son développement dans les pays de l'Est de l'Europe. À l'inverse on a pu voir de scandaleuses usines à bébés en Inde, mais la pression populaire a mené à procéder à une législation restrictive en 2015.

La crise du mode de production va entraîner une accélération de ce phénomène avec des injections massives de capitaux et une bourgeoisie moderniste poussant à une élimination complète des barrières morales en contournant le débat démocratique, avec par exemple des résolutions internationales. La bioéthique va donc être une question cruciale au niveau mondial, c'est un aspect supplémentaire de la friction entre le capitalisme et l'ensemble de la vie, de la biosphère, toujours plus méprisée et bafouée. ■





« La crise sanitaire n'a pas provoqué au sens strict la seconde crise générale du mode de production capitaliste. Cette crise ne peut être provoquée que de manière interne, de par les contradictions internes.

Et là il faut voir, comme cela a été adéquatement expliqué par le PCF(mlm), que le covid-19 est une maladie portée par un virus qui est le fruit d'une mutation provoquée par la contradiction entre les villes et les campagnes, dans le cadre du développement du mode de production capitaliste.

Ainsi, c'est le mode de production capitaliste qui a provoqué la crise sanitaire et par conséquent, on est dans une situation où le mode de production capitaliste touche à sa limite : il entre en conflit avec la vie elle-même. Son utilisation maximisée du travail humain et des ressources naturelles rentre en contradiction avec la réalité elle-même.

C'est exactement pour cette raison que la première crise générale du mode de production capitaliste a été provoqué par la révolution d'Octobre 1917.

Cette révolution ne vient pas de l'extérieur du mode de production capitaliste, mais exprime une contradiction interne. La révolution d'Octobre 1917 exprimait directement la contradiction entre le travail manuel et le travail intellectuel, à travers la question de la propriété. » *(La seconde crise générale du capitalisme, Crise numéro 1, mai 2020)*

CRISE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE. CENTRALITÉ OUVRIÈRE.

COLONNE WALTER ALASIA, 1983

La colonne *Walter Alasia* a été une importante composante des Brigades Rouges dans la région de Milan, avant d'en être expulsée en 1980. Sa particularité est d'avoir accentué de manière tout à fait particulière (ou inégale) sur la situation directe sur les lieux de production.

C'est ce qui l'a conduit à tomber dans un certain réformisme armé, de type néo-révisionniste, remis justement ici en cause dans cet extrait de son dernier document (Encore un pas, 1983), qui est une autocritique juste avant la dissolution.

On a en toile de fond la problématique essentielle : l'usine est-elle encore l'unique base ouvrière dans le capitalisme, ou bien y a-t-il une « décomposition de la classe ouvrière et interchangeabilité avec d'autres figures sociales du prolétariat métropolitain » ?

On peut, directement ou indirectement, ramener toutes nos limites et toutes nos erreurs de cadrage dans l'intervention politique à la partialité de notre analyse de la crise du mode de production capitaliste.

À la base de cette partialité, il y avait une grave erreur : la séparation mécaniste entre structure et superstructure, c'est-à-dire entre économique d'une part et toutes les autres sphères de la formation économico-sociale d'autre part.

Dans le contexte de cette séparation, nous avons rendu absolu le caractère dominant de la production par rapport à tous les autres secteurs de la société.

S'il est vrai, en effet, que la production de marchandises représente toujours l'aspect dominant, celui sur lequel se fonde l'extorsion de la plus-value et la valorisation du capital, il n'en est pas moins vrai qu'elle fait toutefois partie d'une totalité plus complexe : la métropole.

Au contraire, même en comprenant justement la centralité de la production, nous avons réduit schématiquement toute la totalité des rapports sociaux à ce seul aspect.

La complexité dialectique qui existe entre la partie et le tout a ainsi été aplatie à un rapport automatique de cause à effet : la production détermine mécaniquement tout le reste.

Cette simplification nous a empêchés de voir la qualité nouvelle qui caractérise le rapport production / consommation dans la phase de la domination réelle totale du mode de production capitaliste.

Forcer l'horizon dit à ce propos :

> « … La production de plus-value relative (domination réelle) exige la production d'une nouvelle consommation : elle exige donc que le cercle de la consommation à l'intérieur de la circulation s'élargisse de la même manière qu'avant s'élargissait le cercle de la production (…).
>
> Dans la phase de la domination réelle totale, le capital, ayant

déjà occupé tout l'espace géographique (création du marché mondial) doit, pour continuer à s'étendre, et donc pour élargir ultérieurement le marché, révolutionner sans cesse la sphère de la consommation.

La consommation, comme la production, est maintenant aussi sujette à des procès de restructuration continuels, en devenant un élément dynamique, actif, strictement et rigidement intégré au procès de production / reproduction. »

Et plus loin :

« Maintenant, dans la domination réelle totale, [le capital] soumet toutes les qualités de l'homme social, en le produisant comme homme du capital, fonctionnalisé aussi à la réalisation de la plus-value relative (...).

Une nouvelle branche de production naît ainsi, l'"usine de la conscience", avec les fonctionnaires qui lui sont relatifs : usine de "modèles de consommation", de "systèmes idéologiques", visant à la production / reproduction de la plus-value relative, du rapport social dominant.

La production n'est plus seulement production indirecte de consommation (dans le sens que toute production présuppose une consommation) mais se constitue aussi, aujourd'hui, comme "production directe de consommation" : à côté de la production d'objets-marchandises, il y a la production de plus-value relative, il y a la production spécifiquement capitaliste de ses conditions de réalisation.»

De ce nouvel et plus intime rapport entre production et consommation, entre production de marchandises et production d'idéologie, naît la métropole, comprise comme une usine totale.

C'est la métropole dans son ensemble, donc, qui constitue l'unité minimale qui doit être analysée pour obtenir un cadre global.

La production de marchandises et, par conséquent, l'usine, constituent donc seulement une partie, quand bien même centrale, de cette totalité.

En se limitant seulement à cet aspect, ou en lui subordonnant mécaniquement tous les autres aspects, on tombe inévitablement dans la partialité.

Les camarades disent :

« La composition de classe, le prolétariat, doit aussi alors être caractérisé non seulement en relation à l'"usine partielle" mais aussi à l'"usine totale", à la métropole dans sa globalité.

Il doit être vu non seulement en tant que force de travail, capacité de travail, mais aussi comme consommateur conscientisé, idéologisé. Toute distinction mécaniste entre force de travail et formes de sa conscience tombe donc d'elle-même : le prolétariat dans la métropole est en même temps force de travail du capital et consommateur conscient de celui-ci, son produit programmé et finalisé. »

L'analyse développée par la Colonne Walter Alasia au cours des deux dernières années, en restant au contraire dans ce mécanisme, ne réussissait pas à dépasser les grilles des usines : elle saisissait le particulier, mais pas le général.

De plus, en ne reliant pas la partie au tout, elle ne

réussissait pas à voir stratégiquement comment le général vivait aussi dans le particulier.

En rendant absolue la production de marchandises et en ne saisissant pas l'aspect d'usine totale qu'assume aujourd'hui la métropole, nous avons limité le centre de l'affrontement de classe à l'usine partielle.

Dans ce cadre, même en mettant au premier plan l'aspect crise-restructuration que recouvre la crise actuelle, on donnait une interprétation partielle du procès de restructuration productive (accroissement de l'exploitation, de la nocivité, réduction de la base productive par l'atteinte à l'emploi, etc.), sans réussir à évaluer totalement ses conséquences sur la composition de classe du prolétariat métropolitain aussi hors de l'usine.

On saisissait ainsi la signification particulière de la réduction de la base productive de la classe ouvrière (accroissement de l'exploitation et réduction de l'emploi), mais non la signification stratégique générale : décomposition de la classe ouvrière et interchangeabilité avec d'autres figures sociales du prolétariat métropolitain.

On ne réussissait pas, de cette manière, à avoir une vision claire du prolétariat métropolitain en tant que classe, et l'on ne comprenait pas, en particulier, que le prolétariat métropolitain est le fruit même de la décomposition de la classe ouvrière.

Il ne s'agit donc pas de classes différentes, parfois réunies par des intérêts immédiats communs, mais d'une classe unique, stratifiée et décomposée en différentes figures sociales, réunies par un intérêt stratégique unique : la transition au communisme.

L'aspect stratégique du projet de la bourgeoisie impérialiste se fonde en effet sur l'anéantissement, la stratification et la différenciation du prolétariat métropolitain : l'objectif général du projet impérialiste de conjoncture est le maintien par la force des rapports de production actuels, qui sont désormais objectivement en décomposition sur le plan historique du fait de la crise générale du mode de production capitaliste, mais qui ne peuvent être complètement détruits que par l'édification subjective, par le prolétariat métropolitain, du système de pouvoir rouge.

À partir de là, l'anéantissement ne se manifeste pas comme anéantissement direct et matériel de couches entières du prolétariat métropolitain (on ne peut mettre sur le même plan X milliers de licenciements et l'anéantissement matériel de X milliers de licenciés, ou tout bonnement de la classe ouvrière dans son ensemble).
Anéantissement, au contraire, veut surtout dire destruction des liens entre les diverses déterminations du système du pouvoir rouge et destruction, dans la conscience de couches prolétaires entières, de la possibilité même de construire une alternative collective à la crise du mode de production capitaliste.

C'est là que le projet de différenciation et de décomposition construit ses fondements, en jouant sur différents niveaux et en cherchant à opposer entre elles les diverses couches du prolétariat métropolitain, et en divisant en leur sein les prolétaires entre eux, en les opposant les uns aux autres.

La condition fondamentale pour y parvenir est la destruction de l'alternative collective, tant dans le sens matériel (détruire et anéantir physiquement les organisations de masse révolutionnaires en construction et les mouvements de masse révolutionnaires) qu'au niveau de la conscience même des prolétaires (en anéantissant la « mémoire » de la nécessité / possibilité de s'organiser collectivement pour la transition au communisme).

En limitant de fait la contradiction à la sphère de la production et en la concentrant dans l'usine, l'objectif politique de notre intervention était la recomposition de la classe ouvrière et non la recomposition du prolétariat métropolitain.

Nous percevions au contraire cette dernière comme un système d'alliance sous l'hégémonie de la classe ouvrière et de son parti.

Dans ce cadre, la polémique sur le « peuple » (catégorie que nous avons utilisée dans toute notre production écrite et en particulier dans l'auto-interview) ne naissait pas d'une simple équivoque sur les mots, mais cachait une grosse confusion de notre part.

Les camarades des Brigades du camp de Palmi observaient justement :

« Le centre qui manque dans cette contribution [notre auto-interview] est la

reconnaissance du caractère historique général de la crise du mode de production capitaliste, comme processus irréversible et générateur tant de la réduction-restructuration de la base productive et des modifications de la composition de classe que de la crise sociale. »

C'est justement le caractère irréversible de la crise qui détermine une décomposition de la classe ouvrière : les figures sociales « ouvrières » se réduisent, tandis qu'augmentent les figures « marginales » et « extralégales ».

Il ne s'agit naturellement pas d'un processus automatique : par exemple, l'ouvrier licencié ne devient pas immédiatement et nécessairement un prolétaire extralégal.

Cependant, la tendance globale à une augmentation proportionnelle des figures marginales et extralégales par rapport à la classe ouvrière, en stricte relation avec la même décomposition (restructuration productive et réduction de la base productive), est indiscutable.

Il ne s'agit pas là d'un processus transitoire, mais bien d'un processus irréversible : c'est-à-dire qu'il est appelé à s'accentuer toujours plus avec l'approfondissement de la crise, en accentuant toujours plus la mobilité et l'interchangeabilité des diverses figures sociales du prolétariat métropolitain.

De ce fait, les vieilles catégories de « classe ouvrière », « sous-prolétariat », « semi-prolétariat », etc. ne tiennent plus.

Aujourd'hui la domination réelle totale du mode de production capitaliste a définitivement prolétarisé toutes ces couches.

Nous n'avons donc affaire qu'à une seule classe : le prolétariat métropolitain.

En effet, les camarades de Palmi poursuivent :

> « C'est le caractère irréversible, général de la crise qui fonde l'intérêt irréversible et prolétaire de toutes les figures du prolétariat métropolitain: renverser l'actuel mode de production capitaliste.
>
> Ce qui n'ôte pas qu'à l'intérieur du prolétariat métropolitain, le travail productif conserve objectivement sa position centrale et que c'est donc au travailleur productif qu'incombe une centralité politique et de direction révolutionnaire dans le processus de recomposition de classe.
>
> Il s'ensuit que les autres figures prolétaires (marginales, improductives, etc.), en tant que fragments de la décomposition de la classe ouvrière dans le devenir de la crise, ne se situent pas en fait comme ses alliés extérieurs mais bien comme stratification interne d'une classe unique : le prolétariat métropolitain. »

Et plus loin :

> « C'est justement ceci que nous nions aujourd'hui (que la classe ouvrière et les autres couches de classe aient des intérêts de classe différents) lorsque nous affirmons que le prolétariat métropolitain est une unité des multiples à dominante ouvrière, lorsque nous affirmons donc que celui-ci comprend tous les ouvriers prolétarisés et en voie de prolétarisation et que, de ce fait, il constitue l'immense majorité de la population de notre pays.
>
> En conclusion, la recomposition du prolétariat métropolitain autour de la figure de l'ouvrier-masse métropolitain ne peut avoir lieu sans que les diverses couches qui le composent se nient et dépassent leurs particularités.
>
> De même, la classe ouvrière ne peut être la direction de cette

> recomposition qu'en se niant comme force de travail qui valorise le capital. »

Reconnaître aujourd'hui que ces critiques sont fondées ne signifie pas accomplir un acte formel, mais jeter les bases pour dépasser nos limites d'analyse.

Il s'agit en effet d'un saut non seulement essentiel sur le plan stratégique, mais aussi urgent.

Ces limites d'analyse nous ont menés, dans le passé, à reprendre de manière acritique des positions erronées (comme, par exemple, la théorie révisionniste des forces productives, sur laquelle nous reviendrons de manière plus approfondie par la suite) et ont négativement influencé toute notre pratique sociale (par exemple, les programmes politiques immédiats).

Il est aujourd'hui nécessaire de rompre définitivement avec nos limites passées et surtout avec le particularisme.

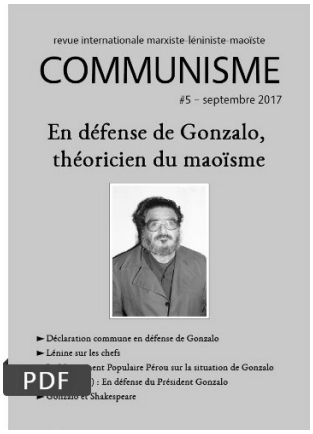
C'est seulement en mettant au centre de notre activité la recomposition politique du prolétariat métropolitain en tant que classe qu'il est possible de comprendre la dialectique correcte entre programme politique général de conjoncture et programmes politiques immédiats, entre Parti et masses, et entre Parti, mouvements de masse révolutionnaires et organisations de masse révolutionnaires.

Il existe en effet un rapport dialectique entre théorie et praxis : l'une influence l'autre, et vice-versa.

Nos limites pratiques ont négativement influencé notre analyse, en l'enfermant dans le particularisme et en laissant place à des productions néo-révisionnistes.

À leur tour, celles-ci, en se consolidant comme lignes politiques erronées, ont empêché notre pratique sociale de faire le saut politique que la conjoncture exigeait.

De ce fait, il s'agit de redéfinir à tous les niveaux notre théorie-praxis, d'aller au nœud des problèmes et, de là, de revoir toute notre expérience jusque dans les moindres détails, en la reliant aux fils conducteurs principaux. C'est de là seulement que peut partir une relance de notre pratique sociale à un niveau plus élevé.



Communisme,
revue pdf marxiste-léniniste-maoïste internationale

Les éléments de compréhension de la domination du 24 heures sur 24 du capitalisme chez Marx

La seconde crise générale est la généralisation du fait que la rupture subjective est la condition nécessaire (sans être suffisante) au processus révolutionnaire, enrichissant ici la considération du rôle de la conscience mis en avant par Lénine au début du XXe siècle.

Karl Marx fait la distinction entre deux périodes du capitalisme. Il y a les débuts du capitalisme qui commence à se mouvoir clairement au sein du mode de production féodal à partir du XVIe siècle. Le mode de production capitaliste se fonde alors entièrement sur un mode d'extorsion précis de la plus-value, celle dite absolue.

Cette forme d'exploitation est permise par l'expropriation brutale, violente, « sanguinaire » de la population des campagnes qui n'a d'autre choix qu'aller au bagne du travail ou bien de se soumettre à la discipline de la manufacture. Des lois seront édictées au XVI siècle pour contraindre cette population miséreuse à se vendre pour un travail.

Et Karl Marx constate, dans un passage admirable sur l'accumulation primitive, la différence qu'il y a entre ce mode de production fondé sur la plus-value absolue dans lequel c'est l'exploitation extensive de la force de travail qui joue le rôle principal, et le niveau supérieur du même mode de production au XIXe siècle, alors fondé sur l'exploitation intensive, relative, de la force de travail.

Voici ce que dit l'immense Karl Marx :

> « Ce n'est pas assez que d'un côté se présentent les conditions matérielles du travail, sous forme de capital, et de l'autre des hommes qui n'ont rien à vendre, sauf leur puissance de travail. Il ne suffit pas non plus qu'on les contraigne par la force à se vendre volontairement.
>
> Dans le progrès de la production capitaliste, il se forme une classe de plus en plus nombreuse de travailleurs, qui, grâce à l'éducation, la tradition, l'habitude, subissent les exigences du régime aussi spontanément que le changement des saisons.
>
> Dès que ce mode de production a acquis un certain développement, son mécanisme brise toute résistance ; la présence constante d'une surpopulation relative maintient la loi de l'offre et la demande du travail et, partant, le salaire dans des limites conformes aux besoins du capital, et la sourde pression des rapports économiques achève le despotisme du capitaliste sur le travailleur.
>
> Parfois on a bien encore recours à la contrainte, à l'emploi de la force brutale, mais ce n'est que par exception.
>
> Dans le cours ordinaire des choses, le travailleur peut être abandonné à l'action des « lois naturelles » de la société, c'est-à-dire à la dépendance du capital, engendrée, garantie et perpétuée par le mécanisme même de la production. Il en est autrement pendant la genèse historique de la production capitaliste.

> La bourgeoisie naissante ne saurait se passer de l'intervention constante de l'État; elle s'en sert pour « régler » le salaire, c'est-à-dire pour le déprimer an niveau convenable, pour prolonger la journée de travail et maintenir le travailleur lui-même au degré de dépendance voulu.
>
> C'est là un moment essentiel de l'accumulation primitive. »

L'usage de la violence d'État pour contraindre la population des campagnes prolétarisées à la discipline de travail n'était bien évidemment que le reflet de forces productives encore peu assez développées pour engendrer une soumission « naturelle ».

Dans le capitalisme de l'époque européenne de la Renaissance, c'est la partie variable du capital (la main d'œuvre) qui joue le rôle essentiel de l'accumulation du capital. Avec le XIXe siècle, c'est la partie constante (la machinerie) qui détermine le niveau de développement, et donc le niveau d'exploitation de la force de travail.

Cela signifie très clairement que la tendance naturelle du capitalisme est de chercher à aller vers une société de marché sans État où les producteurs sont de plus réduits à être un appendice d'une machinerie général qui se goinfre de travail vivant et dégurgite des masses de marchandises.

On notera ici d'ailleurs à quel point une insuffisante critique du capitalisme se limite à dénoncer précisément le mode d'extorsion absolu de la plus-value dans les pays semi-féodaux semi-coloniaux, pour mieux finalement relancer l'utopie capitaliste-libérale.

En réalité, la base de l'infrastructure capitaliste c'est d'aller à la généralisation de ce qu'on appelle aujourd'hui une société de consommation.

Il y a ici quelque chose de dialectique. Pour Karl Marx, le rôle historique du capitalisme est bien d'accélérer le développement des forces productives. Et cela passe donc par par une augmentation du capital constant au détriment du capital variable, ce qui est ici au cœur de la chute tendancielle du taux de profit.

Mais on a moins remarqué que, dans ce rapport, de manière dialectique, la productivité du travail social augmente et que des marchandises à bas coût inondent donc la société.

Et comme le capital en général est confronté à une baisse organique de sa mise en valeur, il « cherche » à se valoriser partout, n'importe comment. Bref il transforme tout ce qu'il peut en marchandises, et donc en vecteur de son auto-accumulation.

Dans le sixième chapitre du Capital, Karl Marx écrit un passage qui parle de la « soumission réelle du travail au capital »:

> « Le résultat matériel de la production - outre le développement des forces de production sociale du travail - est l'augmentation de la masse des produits, la multiplication et la diversification des branches et rameaux de la production, par quoi seulement la valeur d'échange se développe en même temps que les sphères d'activité dans lesquelles les produits se réalisent comme valeurs d'échange. »

C'est le passage, dans les rapports de production, d'une soumission formelle du travailleur à sa soumission réelle. La manufacture est cette époque de soumission formelle, où grosso modo le travailleur n'est pas encore entièrement dépouillé des instruments de travail (il peut se vendre avec ses outils, son savoir-faire, etc.).

En fait, le terme de soumission pose problème pour saisir ce que veut dire Karl Marx, c'est pourquoi il a été proposé le terme de « subsomption ».

Le terme de soumission est juste si l'on prend les débuts du capitalisme d'entre le XVIe et le XIXe siècle, mais cela ne peut plus correspondre au développement des XIXe et XXe siècles. Avec la soumission, on pense les deux identités – travailleurs et capitalistes – comme bien délimitées, l'un étant « soumis » et l'autre réalisateur de la soumission, avec un espace pour résister. Il a fallu des lois, une intervention violente de l'État pour soumettre la force de travail à l'exploitation capitaliste.

Mais avec l'émergence de nouveautés technologiques tout au long du XXe siècle, avec l'accumulation réalisée, le capitalisme produit naturellement, organiquement ses éléments de mise en valeur – machines, outils, énergies, et travailleurs. On est plus simplement dans la « soumission », impliquant une forme de violence contrainte extérieure, mais dans la subsomption, c'est-à-dire que le capital contient, inclut, génère en lui-même le travailleur.

Le capital « subsume » le travailleur. Karl Marx précise alors que ce qui forme le caractère antagonique de la production capitaliste,

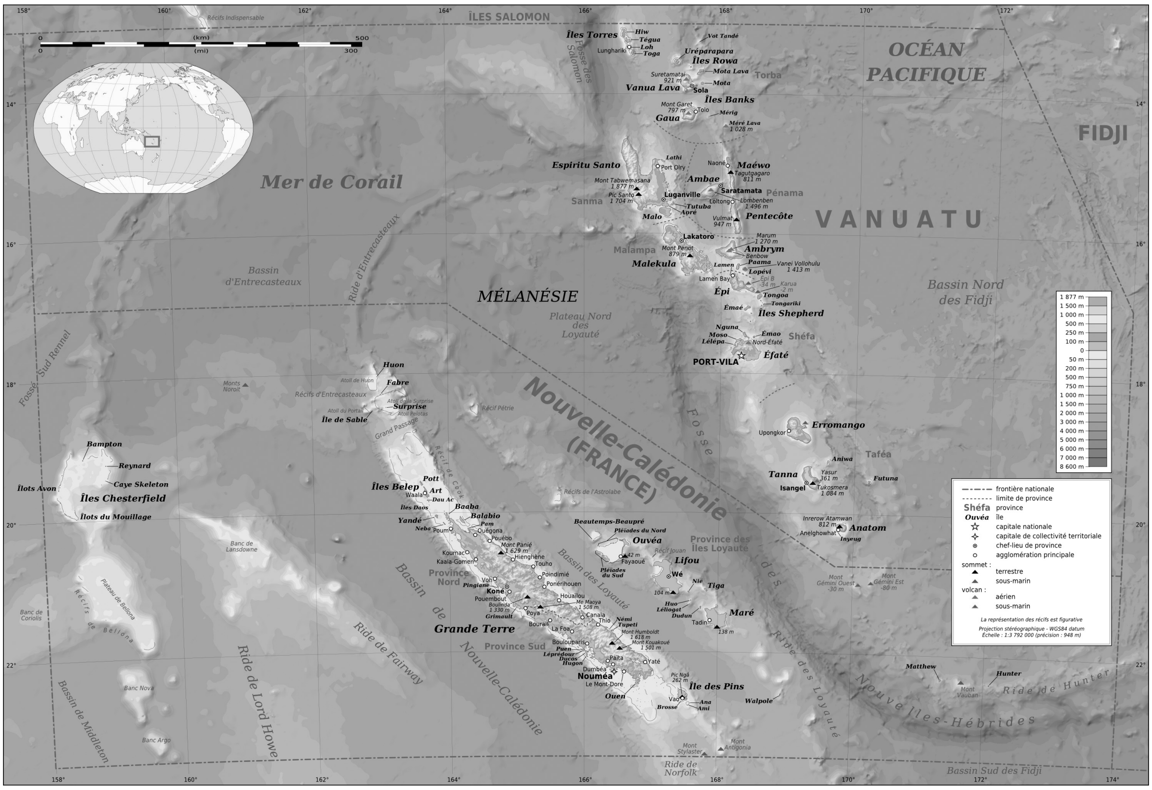
> « c'est qu'elle s'effectue en contraste avec les producteurs et sans égard pour eux, ceux-ci n'étant que de simples moyens de produire, tandis que, devenue une fin en soi, la richesse matérielle se développe en opposition à l'homme et à ses dépens.
>
> La productivité du travail signifie le maximum de produits avec le minimum de travail, autrement dit, des marchandises le meilleur marché possible. Dans le mode de production capitaliste, cela devient une loi, indépendamment de la volonté du capitaliste.
>
> En pratique, cette loi en implique une autre : les besoins ne déterminent pas le niveau de la production, mais, au contraire, la masse des produits est fixée par le niveau toujours croissant, prescrit par le mode de production. »

Le capitalisme engendre et déverse toujours plus de marchandises, avec un travailleur qui n'est qu'un appendice du mécanisme général d'auto-valorisation. C'est pourquoi la pensée des Manuscrits de 1844 à propos de l'aliénation du travail ne disparaît pas, mais se combine à une analyse scientifique de l'exploitation.

C'est donc tout naturellement que la tâche principale des révolutionnaires est bien de briser la première pour lutter contre la seconde. Et pour briser l'aliénation, il fallait déjà saisir le mécanisme d'ensemble de ce mode de production, tâche que se chargea de remplir Marx avec le Capital.

On a bien là les éléments directs d'une compréhension scientifique du 24h sur 24 du capitalisme, qui sera théorisée comme tel par les avant-gardes révolutionnaires des années 1970-1980. ■

La Nouvelle-Calédonie, un pays semi-féodal, semi-colonial secoué par la seconde crise générale du capitalisme



I. Une île transformée par la colonisation

En 1844, la Nouvelle-Calédonie est progressivement colonisée par l'armée française. Malgré plusieurs révoltes du peuple autochtone kanak, la France déclare officiellement en 1853 les îles comme une propriété française.

Le peuple autochtone maintiendra toutefois une forte résistance, comme lors de la grande révolte de 1878, qui reçut le soutien de la communarde déportée Louise Michel. La légende veut que Louise Michel ait donné un bout de son écharpe rouge au grand chef Ataï, légende qui donna le nom à un groupe indépendantiste gauchiste dans les années 1970. En 1917, une révolte kanak éclata également dans le sillage de la Révolution d'Octobre.

Les Kanaks ont subi l'oppression coloniale, allant de l'impôt par capitation à une forme du code de l'indigénat, aboli en 1948, en passant par l'obligation de travaux d'intérêt général douze jours par an. C'est en 1931 que furent « exposés » de manière odieuse des kanaks dans le « zoo humain » de Vincennes...

Les résistances autochtones ont rendu difficiles la colonisation des îles calédoniennes, devant passer finalement par la colonie de peuplement, notamment avec une partie des déportés politiques (il y

avait plusieurs catégories de déportés, tous n'allant pas au bagne, certains pouvant obtenir une terre et la cultiver librement).

La puissance industrielle française s'intéressa ensuite à la richesse minière, avec le nickel et le cobalt, dont elle « relance » l'exploitation en 1910, pour se développer vraiment dans les années 1920-1930 grâce à une entreprise coloniale spécialement tournée vers cette exploitation, la « Société Le Nickel » fondée en 1880.

Et, comme ailleurs, les années de Gaulle ont été le moment de la mise en place d'un lien « néo-colonial » avec la Nouvelle-Calédonie, une renégociation d'autant plus nécessaire que les mines de nickel étaient secouées par des luttes de classes.

Dans les années 1960, la Nouvelle-Calédonie passe ainsi du statut formel de colonie au statut de « territoire d'outre-mer », s'accompagnant d'une vague de 15 à 20 000 immigrés d'origine européenne, formant les « Caldoches ». C'est la communauté d'outre-mer « sui generis ». Pour la première fois, en 1963, le peuple kanak est minoritaire en Nouvelle-Calédonie.

DE GAULLE PARLE DU NICKEL

LE général de Gaulle a fait ses adieux aujourd'hui, à la Nouvelle-Calédonie. Il ne fera plus qu'une escale technique à Nouméa demain, avant de gagner mercredi la Polynésie française où l'attendra M. Pierre Messmer, ministre des Armées.

Pour la première fois, le chef de l'Etat a évoqué aujourd'hui le nickel : « Les ressources propres de la Nouvelle-Calédonie sont évidentes et considérables, a-t-il déclaré. Il faut donc en tirer le plus grand parti possible. Il faut le tirer, naturellement, dans un cadre tel que l'intérêt national soit avant tout respecté ».

La France se maintient alors comme puissance administrative, tout en déployant son immonde « centre d'expérimentation pacifique », donnant lieu aux essais nucléaires entre 1966 et 1974, participant d'ailleurs à l'excroissance parasitaire d'une administration qui représente 27 % du PIB en 1983 (contre 10 % en 1970).

Dans les années 1960, le gaullisme a ainsi préparé la « transition », d'une Nouvelle-Calédonie coloniale d'un ancien type à celui de colonie d'un nouveau type, comme pays semi-féodal semi-colonial directement colonisé.

On a alors un « rééquilibrage », avec participation d'une élite kanak à la marche économique du nord de la Grande Terre.

II. Les années 1970-1990 : l'émergence d'une bourgeoisie bureaucratique

La thèse maoïste des « pays semi-féodaux, semi-coloniaux » s'avère centrale pour saisir les pays dominés par l'impérialisme. Avec la pseudo « décolonisation » des années 1960, c'est l'aspect « semi-féodal » qui est l'aspect principal.

a) Le « socialisme mélanésien »

Le mot d'ordre de « l'indépendance » apparaît dans les années 1970 dans le sillage de personnalités qui ont étudié en métropole et ont été influencés par la frange trotskiste du mouvement de mai 1968. Cette émergence revendicative indépendantiste intervient dans le prolongement de la naissance d'entités régionales cherchant à peser dans le capitalisme mondial.

La Nouvelle-Calédonie fait partie de l'Océanie, et plus particulièrement de la Mélanésie, ce sous-groupe continental composé des principales îles pacifiques, au nord de l'Australie.

En juillet 1980, les îles Vanuatu, situées au nord de la Nouvelle-Calédonie, deviennent formellement indépendantes sous l'impulsion du parti Valua'aku du pasteur anglican Walter Lini, alors soutenu par l'Angleterre et l'Australie.

Alors qu'existe depuis 1947 la « Communauté pacifique sud » initiée entre autres par la France, l'Angleterre et l'Australie, et dont le siège est Nouméa, les impérialismes forment en 1971 le « Forum Îles pacifiques », disposant d'un budget de 6 millions d'euros et réunissant 16 pays indépendants de l'Océanie.

Il est clair qu'il y a là une stratégie semi-coloniale de river les pays opprimés aux monopoles impérialistes dans le cadre de la compétition mondiale. La formation d'un aire régionale « océanienne » correspond à une stratégie de re-négociation des liens entre les impérialismes et les pays opprimés de la zone.

Cela suit en fait la tendance impulsée en 1940 lorsque la Nouvelle-Calédonie se prononce en faveur des Forces françaises libres et forme le « Bataillon du Pacifique », sous la direction du générale Pierre Koenig.

D'ailleurs, en 1994 apparaît un « Rassemblement démocratique océanien », composé à majorité de ressortissants de Wallis et Futuna, lui-même membre du Front de libération nationaliste kanak et socialiste.

Il faut donc comprendre l'émergence du mouvement d'indépendance kanak dans les années 1970 dans ce cadre international et régional. Dès l'origine, l'objectif d'indépendance kanak comporte un aspect semi-colonial, celui de s'intégrer à une communauté régionale elle-même insérée dans le capitalisme mondial.

C'est pourquoi l'Union Calédonienne, cette formation démocrate-chrétienne d'origine kanak née en 1953, va pouvoir se rallier au mot d'ordre de l'indépendance sans aucun problème, en étant même à l'origine de l'unification des mouvements. Elle reste la principale force actuelle du FLNKS.

Responsable de l'U.C, Jean-Marie Tjibaou, un prêtre formé à la sociologie et à l'ethnologie en métropole dans les années 1970, fonde le « Front Indépendantiste » en 1979. En 1984, il se transforme en « Front de libération nationaliste kanak et socialiste » (FLNKS).

A côté de l'U.C, des groupes d'inspiration trotskiste tels que « les foulards rouges » et le « groupe 1878 » fusionnent pour former en 1976 le parti de libération kanak (PALIKA), rejoignant le FLNKS.

Opposés à l'indépendance, les calédoniens d'origine européenne s'unissent dans un Rassemblement pour la Calédonie dans la République, lancé en 1977. Jacques Lafleur, issu d'une famille puisant son origine dans les surveillants du bagne et ayant fait fortune dans l'industrie du nickel, en devient le chef de file.

Ce raidissement politique intérieur ne pouvait qu'amener au clash, ce qui se produisit après l'assassinat dans des circonstances obscures, du secrétaire général de l'U.C. Pierre Declercq, le 19 juin 1981.

Mais comme il n'a jamais été posé le mot d'ordre de la Démocratie Nouvelle dans le cadre de la guerre populaire, le mouvement indépendantiste kanak a sans cesse cherché des alliances extérieures.

Cela va des relations avec justement le Vanua'tu – d'où l'idée d'un « socialisme mélanésien » – qui était en fait lié à la Libye, et plus généralement au social-impérialisme soviétique.

Membre de l'U.C. et issu d'un clan kanak protestant, Yann Céléné Uregeï est également un produit des années 1970. Envoyé en Seine-et-Oise en 1959 pour se former aux techniques agricoles, il se rapproche des idées gauchistes après 1968 et fonde en 1971 l'Union multiraciale qui se transforme en 1977 en « Front uni de libération kanak » (FULK) rejoignant ensuite le FLNKS.

Il sera le partisan d'un rapprochement assumé avec Mouammar Kadhafi, se rendant régulièrement en Libye avec des militants pour s’entraîner dans des camps militaires libyens, sans jamais vraiment être écarté de la direction du front.

Ce sont les membres du FULK qui seront les principaux protagonistes de la prise d'otage à la Grotte d'Ouvéa au printemps 1988, causant la mort de 6 gendarmes et de 19 militants kanaks.

b) Rapport entre le semi-féodalisme et le semi-colonialisme

Lorsque sont signés les Accords de Matignon en 1988, renouvelés en 1998 avec les accords de Nouméa, l'élite kanak indépendantiste se transforme en une bourgeoisie bureaucratique. La direction du FLNKS dit : *« après la lutte politique, l’accession à l’indépendance passe désormais par la gestion et l’aménagement du territoire »*.

Ces accords se fondent sur l'accord d'un développement social et économique de la province Nord à dix ans, après quoi les trois référendums d'auto-détermination pourront être engagés (les premiers ayant eu lieu en 2018, puis en 2020).

L’établissement d’une bourgeoisie bureaucratique passe alors par les politiques « 400 cadres » (1988), puis « Cadre Avenir » (1998) qui ont fait envoyer des étudiants en métropole pour être formés dans des postes clefs de l'appareil d’État.

On voit déjà là toute la corruption du FLNKS de l'époque, dont la base même était viciée. D'ailleurs une partie de la direction choisi le basculement ouvert en le quittant en 1998 pour fonder une Fédération des comités de coordination indépendante (FCCI), se rapprochant alors du RPCR de Jacques Lafleur.

Dans ce cadre, en 1997-1998, l'entreprise française ERAMET-SLN rétrocède, sous la demande du FLNKS, la mine d'exploitation de nickel situé à Voh au nord de la Grande Terre à la Société minière du Sud Pacifique (SMSP) présidée par André Dang Van Nha, un riche homme d’affaire d’origine vietnamienne « pro-indépendantiste ».

Au milieu des années 2000, c'est une usine de transformation de nickel ainsi qu'un port d'export qui ont été construits, avec la mise en service d'une première ligne de fabrication en 2013, puis d'une

seconde ligne en 2014. Cela rend le site ultra-stratégique, car en plus d'extraire, il transforme et expédie directement la matière première.

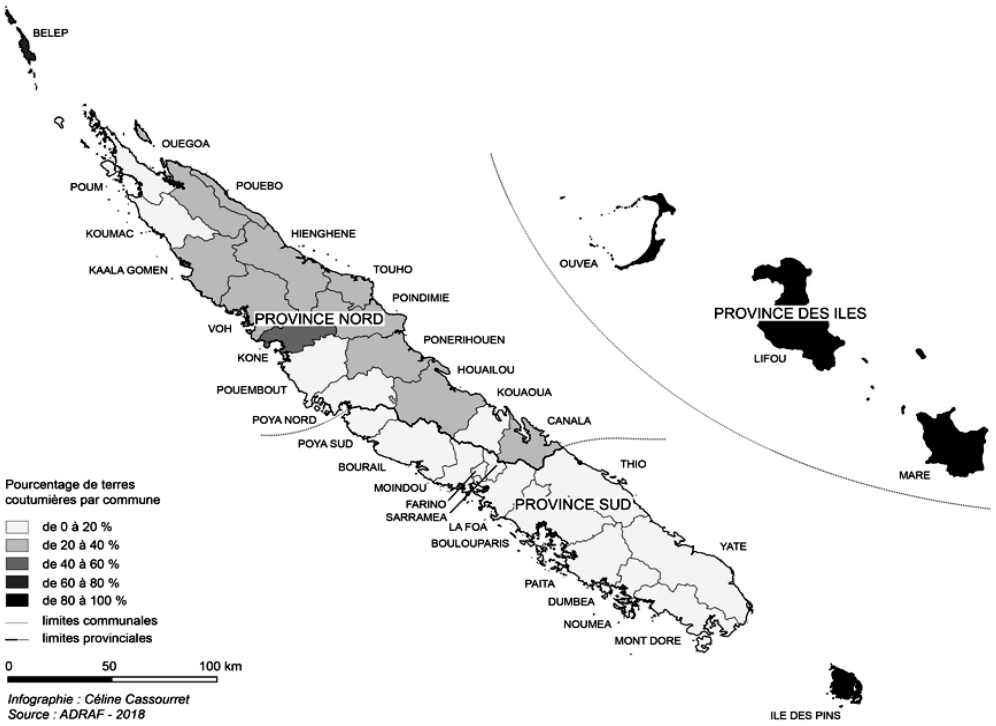
Le complexe Koniambo SAS est détenu formellement par la Société de Financement et d'Investissement de la Province Nord (SOFINOR, filiale de la SMSP), en partenariat avec Korea Zinc, filiale de la Young Poong Corporation sud coréenne, et surtout Glencore, société financière anglo-saxonne. Sur les 8 élus du conseil d'administration de la SOFINOR, 7 sont des élus FLNKS du Nord.

On a là l'aspect du capitalisme bureaucratique. Mais, vu qu'il n'y a pas d'usine de moyens de production, la couche bourgeoise-bureaucratique ne peut vivre que de son assise foncière-féodale, formant l'aspect principal comme l'avaient très justement souligné Akrami Yari pour l'Afghanistan, Ibrahim Kaypakkaya en Turquie, Gonzalo au Pérou.

On ne peut être plus clair en ce qui concerne la situation Nord de la Nouvelle-Calédonie. Et les accords de Matignon et de Nouméa sont passés par l'intégration aux institutions du droit coutumier kanak et par la redistribution des terres issues de la colonisation.

L'intégration du droit coutumier n'a fait que consacrer l'organisation féodale du pouvoir. C'est la formation de huit aires coutumières, formant l'Instance coutumière autochtone de négociation (ICAN), véritable sanction par en haut de l'organisation féodale.

L'aire coutumière présidée par un Grand chef, arbitre des conflits fonciers, repose sur une chefferie elle-même fondée sur des clans qui détient les droits administratifs d'usages. A la base, il y a les familles avec un chef qui garantie les droits d'usages claniques, qui peuvent être unies selon des lignages familiaux d'une souche commune (patronymes, ancêtres...).



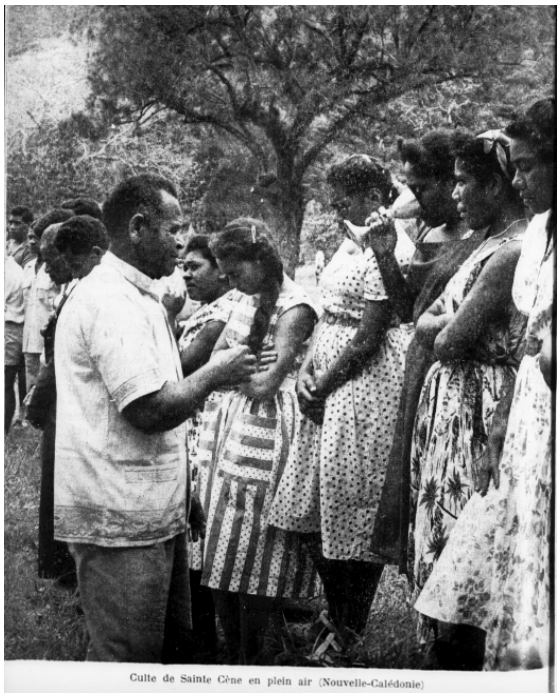
Fondée en 1986 spécialement pour redistribuer les terres du Nord, l'Agence de développement rurale et l'aménagement foncière (ADRAF) s'est basée sur cette réalité féodale pour procéder. Car si la colonisation avait isolé les kanaks des terres les plus fertiles, cela n'est plus le cas. La réforme foncière a ainsi redistribuée 167 000 hectares au profit des kanaks, entrant dans l'objectif de l'accord de Nouméa de construire un « destin commun ».

Sans parler des îles Loyauté, la région nord de la Grande-Terre voit une forte concentration des terres coutumières, notamment autour de l'aire urbaine de Voh – Koné - Pouembout (VKP). En général, 27 % des terres du territoire appartiennent au Kanak, contre 16 % à des propriétés privés et 56 % au domaine public.

A Dombéa, le clan Waka a ainsi négocié la mise à disposition de terres foncières pour construire des logements communautaires. Au Mont-Doré, la tribu de la Conception dispose de 4,5 hectares de terres qui ont été aménagés en une station-service et une zone commerciale, des clans de la tribu Baco à VKP ont transformé 36,6 hectares fonciers en bureaux, ateliers, stations-services et en un centre commercial.

On a un enrichissement de cliques claniques, alors que das les zones tribales rurales le taux de pauvreté est de 46 % (contre 7 % en zone urbaine). Tout cela a renforcé grandement – au lieu de le dépasser par la mobilisation démocratique et populaire – les superstitions religieuses et l'attachement romantique à « une terre ».

On peut voir le maintien de ce romantisme religieux la chanson « Kanake » de « Marcus Gad & Tribe ft 17JK » qui met en avant le mythe de « Téâ Kanaké ». Ce mythe est une construction idéologique réalisée par Jean-Marie Tjibaou lors du très postmoderne festival *Mélanésia 2000* en 1975.



Culte de Sainte Cène en plein air (Nouvelle-Calédonie)

Évidemment, le maintien d'une telle structure semi-féodale semi-coloniale ne va pas sans conséquences sur les bases populaires.

Ce sont les femmes les plus pauvres et les jeunes qui en font les frais, car la base du fonctionnement tribal, c'est le patriarcat, avec notamment l'héritage patrilinéaire, l'autorisation de la polygamie, et des mariages forcés selon les alliances.

Les violences physiques et sexuelles sont très répandues, avec parfois un accord tacite, « coutumier », envers le viol à condition qu'il respecte la délimitation des alliances familiales-tribales. De la même manière qu'une femme kanak ne peut pas divorcer sans passer par la juridiction coutumière...

Dans la langue kanak (le paicî), les femmes peuvent encore être désignées dans le centre nord de la Grande Terre par « feu » ou « marmite », voir même « rien ». Ce mode patriarcal du pouvoir amène également une soumission formelle des jeunes aux aînés.

Si dans les années 1970, un groupe de femmes kanak s'était organisé dans le GFKEL (groupe des femmes kanak et exploitées en lutte) pour participer à la libération, celui-ci a cessé toute activité en 1986.

Les femmes se sont alors réfugiées dans les associations rurales religieuses ou liées à la résidence, organisant des manifestations contre l'alcoolisme masculin. D'autres ont émigré au sud à Nouméa, avec depuis le développement de collectifs féministes.

En résumé, on peut dire que les années 1990-2000 ont été un moment de transformation de certains clans kanak en une bourgeoisie bureaucratique s'appuyant sur un pouvoir féodal-patriarcal. Le FLNKS n'est qu'une expression de ce pouvoir politique.

III. La seconde crise générale au cœur des tensions

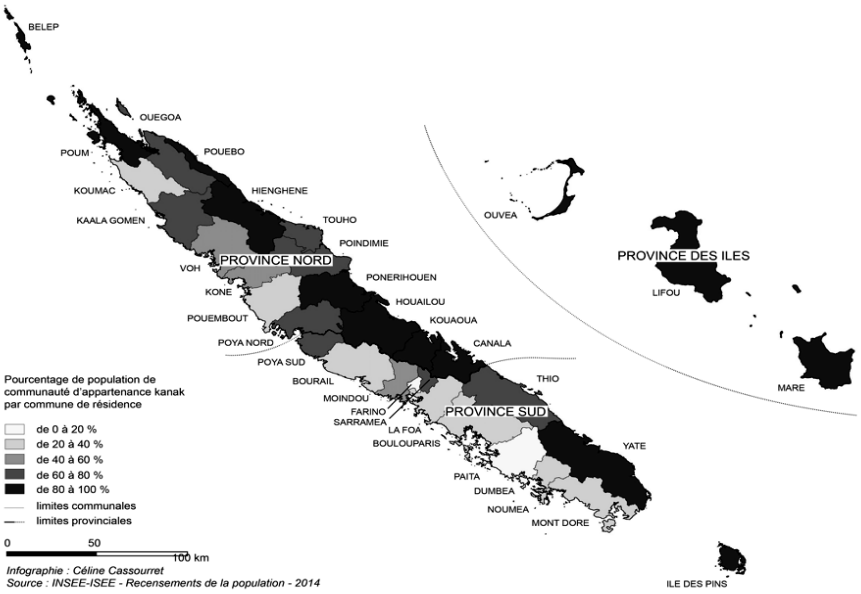
a) Les deux référendums de 2018 et 2020, l'accentuation des contradictions

Comme le prévoient les accords de Matignon et de Nouméa, ce sont trois référendums d'auto-détermination de la Nouvelle-Calédonie qui doivent être organisés.

Si la nature du mouvement indépendantiste était viciée dès les années 1980, il pouvait tout de même générer ici ou là des éléments authentiquement démocratiques. Mais depuis la fin des années 1990, tout cela est révolu, avec un verrouillage bureaucratique-semi-féodal.

Mais cela ne change pas le fait que la bourgeoisie bureaucratique du nord de Grande Terre vise l'indépendance, avec le projet de s'en sortir dans l'espace économique régional océanien, et en général de l'Asie du sud-est.

Lors du premier référendum du 4 novembre 2018 ayant demandé « voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante », la population a répondu « non » à 56,67 % avec 81 % de participation.



Mais cela masque une profonde inégalité entre le sud et le nord de l'Île : si le nord, sous hégémonie des élus du FLNKS, a répondu à 75,83 % « oui », la province sud dominée par les « Loyalistes » liés aux colons européens, s'est prononcée à 74,12 % pour le « non ».

Le clivage est encore plus marqué si l'on prend des villes : Nouméa, la capitale qui concentre les principales richesses, se prononce à 80,51 % pour le « non », lorsque les petits villes isolées du nord se prononcent à plus de 90 % pour l'indépendance.

Lors du second référendum qui a été décalé au 4 octobre 2020 du fait de l'épidémie de Covid-19, on a vu ce même clivage se reproduire. Les provinces du Nord ont voté à 75 % pour l'indépendance, et les provinces du Sud à 74 % contre.

C'est que malgré la politique du développement à dix ans du nord prônée par les accords de Nouméa, la Nouvelle-Calédonie reste marquée par une hyper-concentration du pouvoir dans l'aire urbaine du Grand Nouméa. A tel point que l'on parle de macrocéphalie.

Koné-Voh-Pouembout, l'aire urbaine visée par le développement, rassemble 13 752 habitants, dont 65 % sont d'origine kanak, quand le Grand Nouméa rassemble 182 341 habitants, dont 36 % de « caldoches », ces calédoniens d'origine européenne.

b) L'affaire de la vente de l'usine du plateau de Goro à Yaté

La fraction corrompue des Kanaks du Nord de la Grande Terre est emportée par son élan depuis que le complexe métallurgique à Koné est constitué d'un port et deux de lignes de production à partir de la matière première. Avec la SLN à Nouméa et Valé à Yaté sur le plateau de Goro ouvert en 2010, le complexe de Koné forment l'un des trois sites de transformation métallurgique de la Grande Terre.

Le fait de pouvoir transformer le minerai ouvre la voie à la conquête directe de l'immense marché de l'Asie du Sud-Est où se trouvent les usines de fabrication high-tech, consommatrice de nickel et de cobalt. Le complexe à Koné a ainsi été la voie pour la fraction bureaucratique kanak de se montre « apte » à diriger le capitalisme local, s’accommodant d'une part des profits sur le mode d'une rente.

Dans l'article la « seconde crise générale du capitalisme dans l'automobile française » publié dans le numéro 4 de la revue Crise, il a été souligné comment les monopoles du secteur tenaient à relancer un nouveau cycle par en haut, notamment à travers les visées sur le marché du véhicule électrique (« Alliance européennes des batteries »).

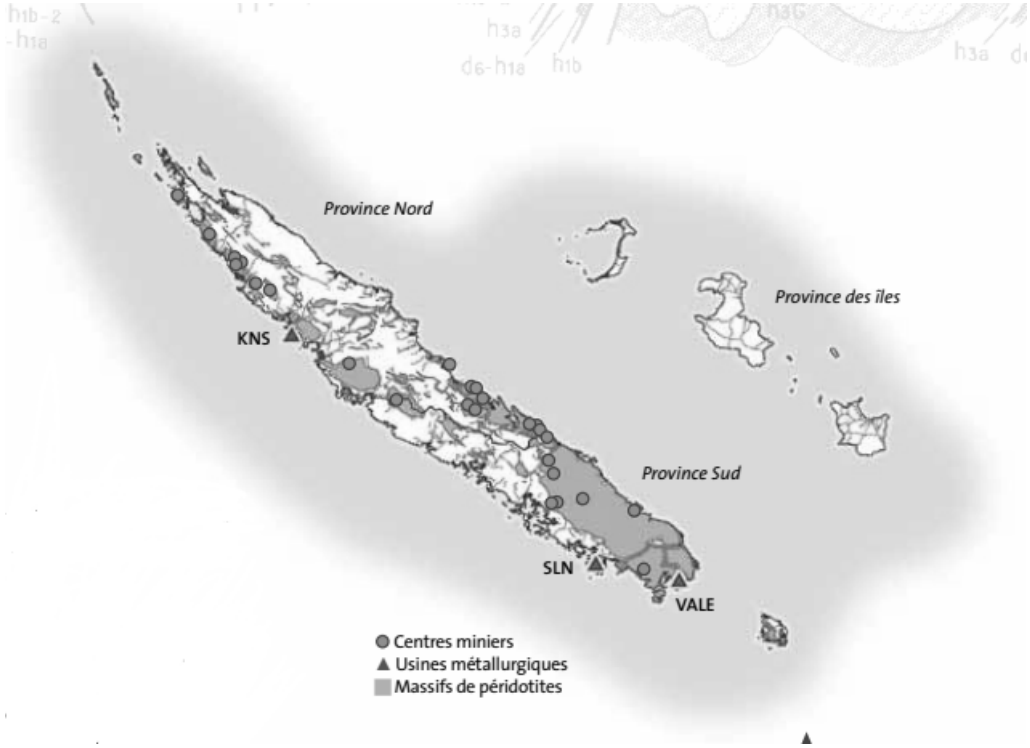
Les récentes tensions ont secoués la Nouvelle-Calédonie depuis le mois d'octobre répondent directement à cette restructuration de l'industrie automobile. Au premier plan, il y a la vente de l'usine Vale au sud de la Grande Terre.

En décembre 2019, le groupe minier brésilien Vale annonce qu’il va céder 95 % des parts de sa filiale canadienne, Inco, qui gère un complexe d’extraction et de transformation de nickel et de cobalt dans le sud-est de l’île. Ouverte en 2005 sur la plateau de Goro, dans la commune de Yaté, le complexe métallurgique est stratégique puisque, avec Koniambo SAS (KNS) au nord, ils sont les principaux centres industriels de transformation minière.

Cela fait de ces sites des clefs économiques dans le marché mondial des minerais. Avec plus de 25 % de réserves mondiales en nickel, la Nouvelle-Calédonie pèse lourd, et particulièrement l'usine sud de Yaté qui concentre 3 000 salariés directs et indirects, soit 20 % de l'emploi local.

Cela n'a pas manqué d'attirer dès le mois de mars, le géant américain de la voiture électrique, Tesla, qui concluait un accord préférentiel pour se faire livrer cobalt et nickel vers sa « gigafactory » européenne, en cours de construction sur 300 hectares de forêt en périphérie de Berlin (pour comparaison, PSA à Sochaux s'étend sur 200 hectares). Car le cobalt et le nickel sont les minerais essentiels, notamment pour faire fonctionner moteurs et batteries d'une voiture électrique.

C'est le groupe minier australien, New Century, bon partenaire de Tesla, qui s'annonce dès le printemps comme le futur repreneur, sans que cela ne pose vraiment de problème. Jusqu'à ce que l'offre soit retirée début septembre.



A la suite du retrait du géant minier australien, c'est Trafigura, un groupe financier basé en Suisse, mais fondé en 1993 par deux français, qui a commencé de nouvelles négociations pour le rachat de l'usine du sud. Ce groupe est lui même ancré dans un consortium baptisé « Prony ressources New Caledonia », dont 50 % des parts revient à des actionnaires calédoniens du sud.

C'est à ce moment que les tensions sont allées grandissantes sur l'Île, alors que la perspective du second référendum sur l'indépendance à la date du 4 octobre 2020 formait un arrière-plan propice à l'agitation politique entre « loyalistes » pro-français et « indépendantistes » du Front de libération nationaliste kanak socialiste (FLNKS).

Mais ce qu'il faut donc bien comprendre c'est qu'à la suite des « Événements » des années 1980, lors desquels pro et anti-indépendances se sont affrontés, parfois violemment, les chefs coutumiers Kanak ont négocié un compromis avec la France.

Comme on l'a vu, ils se sont transformés au cours des années 1990-2000 en une bourgeoisie kanak, faussement démocratique et vraiment capitaliste. C'est une fraction bureaucratique qui cherche à s'approprier l'ensemble des ressources pour partir en toute indépendance à la conquête du marché océanien et asiatique.

C'est tout cet arrière-plan qui explique les vives tensions entre fraction capitalistes, secouant l'Île depuis le mois d'octobre, avec un aiguisement depuis la mi-novembre. Car la SOFINOR à Koniambo, partenaire de la Korea Zinc, est le jouet économique et politique de « l'élite » Kanak qui cultive l'espoir de tirer son épingle du jeu dans la concurrence économique mondiale.

C'est pourquoi elle soutient activement le « collectif usine sud = usine pays » qui fait pression pour retarder les négociations de vente de l'usine du Sud, dans l'espoir que la SOFINOR la rachète. Cela serait un coup pour renforcer le camp de « l'indépendance », c'est-à-dire la bourgeoisie Kanak.

Mais en face, il y a la France, avec le pacte PSA-Total dans le cadre de l'Alliance européenne des batteries, qui souhaite bien se faire une bonne place sur le marché de la voiture électrique.

La démagogie nationaliste et populiste du FLNKS est ici portée à son comble. Barrages routiers, blocages de ports, grève générale initiée par l'USTKE (la branche syndicale du mouvement kanak indépendantiste), occupation de l'usine du sud... ont formé une stratégie visant à mettre de l'huile sur le feu pour mieux retarder la vente de l'usine sud, et favoriser l'offre de la SOFINOR (Korea Zinc s'étant retiré début décembre).

En réaction, les militants loyalistes montaient des contre-barrages. Samedi 12 décembre, ce sont 20 000 personnes qui défilaient à Nouméa à l'appel des Loyalistes, déclarant notamment : *« Nous n'accepterons pas de brader notre ressource au nom de la doctrine nickel de la province nord et de l'avidité d'André Dang ».*

Le ministre de l'Outre-Mer, Sébastien Lecornu, s'est rendu à la fin octobre sur l'Île pour trouver un compromis. Élus FLNKS pro-SOFINOR et loyalistes pro-Trefigura ainsi que le ministre de l'Outre-mer se sont une nouvelle fois réunis le 26 novembre afin d'aborder la question des ensembles métallurgiques de nickel, et plus spécifiquement celui du Sud de l'Île. Le communiqué de presse du ministère souligne que :

> Les participants à la réunion ont partagé leurs propositions de réponses économiques dans un contexte de marché et de concurrence mondiale très différent de celui des années 1997-1998, au cours desquelles les accords de Bercy puis de Nouméa avaient été négociés.

En clair, l'aiguisement des tensions entre les monopoles internationaux du secteur font que les accords de la fin des années 1990 ne sont plus du tout à l'ordre du jour.

La fraction bureaucratique Kanak tente simplement de faire valoir sa gestion capitaliste à base féodale contre les monopoles impérialistes liés aux loyalistes. Le FLNKS n'a d'ailleurs cessé de se dissocier de tout débordement hors de son cadre d'action et appelant toujours l'État à revenir à « la table des négociations ».

c) La voie de la Démocratie nouvelle comme seule perspective

La perspective démocratique et populaire a été étouffée à la fin des années 1940 par les groupes religieux chrétiens, très implantés dans la communauté kanak. Cela est le résultat des missions

« maristes » voués à christianiser les îles au XIXe siècle, débouchant sur la puissante Eglise protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie en 1953.

Collection Arsapin

A la fin de la seconde guerre mondiale, la Nouvelle-Calédonie change de statut pour devenir un territoire d'outre-mer (TOM). Cela offre les libertés civiles et politiques à l'ensemble des communautés calédoniennes.

Alors que les îles étaient sous occupation américaine depuis 1942, il est évident que la situation fut rendue explosive, le changement de statut étant une manœuvre française pour conserver son hégémonie sur le territoire.

Dans l'année 1945, les premiers tracts se prononçant *« pour le Parti Communiste en formation en Nouvelle-Calédonie (Tonkinois) »* sont distribués, puisant sa source dans l'Association des amis de l'URSS, fondée en 1941 à Nouméa.

Jeanne Tunica y Casas, née en 1894 d'une famille protestante des Cévennes qui s'installe en 1929 en Nouvelle-Calédonie avec son mari mécanicien espagnol antifasciste, comprend que quelque chose ne tourne pas rond. Entre la question du rapport au gaullisme et la fin de l'occupation américaine, les travailleurs du nickel d'origine étrangère sont noyés dans l'expression de *« travailleurs de toutes les classes »*.

En janvier 1946, les anciens responsables des amis de l'URSS fondent le « Parti communiste calédonien », dont Jeanne Tunica y Casas devient la secrétaire générale. Un point de rupture se forme entre elles et les autres dirigeants, surtout autour de l'organisation des couches autochtones. Comme elle le rapporte lors d'une réunion :

> « Je pris la parole sans y être autorisée et demandait ce qu'ils comptaient faire avec les camarades de couleurs ouvriers indochinois et indigènes. Ce fut le commencement de la discorde. J
>
> e m'y attendais, ayant quelques mois auparavant essuyé un refus formel de Martinetti et de Paladini lorsque je demandai à ce que les ouvriers du nickel et des autres entreprises calédoniennes soient admis au Syndicat. Ces messieurs me disant qu'il était impossible de prendre les « Chinois » avec les Européens constituant le syndicat. »

Sous son impulsion, le Parti communiste calédonien s'ouvre alors aux travailleurs immigrés du nickel, d'abord les vietnamiens influencés par Hô Chi Minh, puis ensuite les kanak, aidant à la création d'un syndicat des travailleurs du nickel.

Le programme du PCC précise la nécessité des droits politiques pour les mélanésiens dans un but d'unification démocratiques avec les travailleurs d'origine européenne :

> « Exigez pour vos enfants la même instruction que pour les enfants des Européens, exigez les mêmes soins, exigez si vous en avez les capacités, les mêmes besognes, les mêmes emplois que les blancs et aux mêmes salaires qu'eux, si la besogne est accomplie comme la leur »

Jeanne Tunica yCasas lança également de nombreux appels à la participation politique des femmes, déclarant en septembre 1945 :

> « Ne tombons donc pas dans ces erreurs regrettables et ridicules où trop souvent tombent nos compagnons, gardons notre dignité de femme, afin de leur prouver que nous savons discuter non pas de la vie privée d'un tel et d'une telle, mais sur le plan des idées. »

L'unification est stoppée nette par la réaction. En 1946 est fondé l'Union des indigènes calédoniens amis de la liberté dans l'ordre (UICALO), puis en en 1947 c'est l'Association des indigènes calédoniens et loyaltiens français (AICLF).

Ces groupements politiques s'appuient sur les élites coutumières kanak pour rappeler à leurs membres que l'obligation religieuse exige un rejet du « communisme athée » et l'adhésion à l'une des associations cultuelles.

Ces deux organisations fusionnent en 1953 pour former l'Union calédonienne, l'organisation démocrate-chrétienne kanak qui reste la principale force du FLNKS.

L'élan démocratique et populaire du PCC a donc été court-circuité dans sa démarche. En août 1946, sous l'intense pression, Jeanne Tunica quitte la Nouvelle-Calédonie, son influence aidant tout de même aux grèves des travailleurs vietnamiens en 1954, après la victoire de Dien Bien Phu. Elle tentera de vivre en exil afin de mourir seule, âgée et abandonnée, en Nouvelle Calédonie.

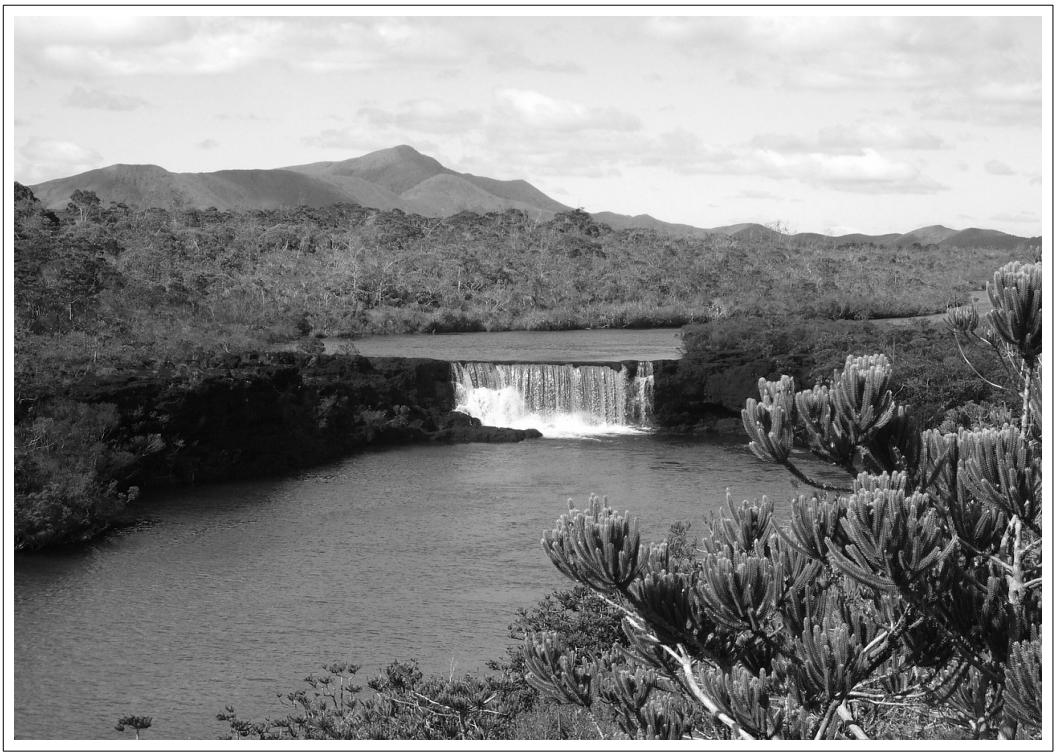
Depuis le XIXe siècle, les mines de nickel sont composées de travailleurs chinois, indiens, vietnamiens, japonais, puis après 1871 de déportés communards et de kabyles algériens, puis au milieu de XXe siècle de réunionnais, mélanésiens, Vanuatais, et mêmes de yougoslaves. Les femmes sont très tôt impliquées dans le travail des mines, notamment comme cantinière, cribleuses, balayeuses, porteuses de sacs, etc.

Depuis le milieu des années 2000, l'essor de la production de nickel, passant de 18% du PIB en 2007 à 30 % en 2013, a renforcé cette base cosmopolite de la classe ouvrière calédonienne.

En 2014, lors du recensement de la population, 73 199 personnes se déclarent d'origine européenne, 104 958 kanak, 21 926 wallisiens et futuniens, 23 000 de « plusieurs communautés » (20 938 en 2009) et 19 927 « calédoniens » (12 177 en 2009), 5 608 tahitiens, 3 858 indonésiens, le reste se partagent en vietnamiens, asiatiques et Ni-Vanuatu, pour un total de 268 767 habitants.

Il est donc tout à fait intéressant de constater l'émergence sur la base du métissage, d'un sentiment calédonien ou d'appartenance multi-ethnique. Il y a là un élément important pour la re-formation d'un mouvement démocratique et populaire qui doit également puiser dans la question féministe comme vecteur de lutte anti-féodale.

La généralisation de l'électricité au nord a d'ailleurs permis aux femmes d'obtenir une télévision, de suivre des séries, et remettre en cause le nature patriarcale-féodale de la communauté, avec une augmentation des unions mixtes.



Un tel mouvement peut d'ailleurs trouver à se former autour de la grande question générale écologique.

L'industrie du nickel couvre plus de 300 000 hectares de l'île, ce qui est mortifère pour la Brousse et le lagon calédonien connu comme le lieu d'un très riche écosystème (les boues rouges sont chargées en métaux lourds). Il y a aussi une très forte pollution de l'air. Avec l'étalement urbain du Grand Nouméa, la contradiction ville-campagne offre un espace explosif d'expression démocratique.

En 2013, un site de nickel à Kouaoua dans le nord-est de la Grande Terre était vendu par un accord entre chefs coutumiers locaux et la SLN. Provoquant de graves conséquences écologiques, une partie des jeunes kanak se sont mobilisés en 2018 contre cette mine. Blocages et sabotages ont finalement obligés la SLN à quitter les lieux. Dans un article de presse qui parle de cette lutte, on peut lire ces propos d'un jeune écologiste kanak :

> « "Les vieux, nos pères, nos tontons, n'ont pas peur de nous, ils ont peur de la vérité ! Ils ne nous ont pas informé. On leur en veut grave", lance, amer, un jeune alors que fusent les mots "corruption" et "dessous de table". »

Entre la lutte contre la violence envers les femmes, les désastres écologiques (nickel et étalement urbain) et l'émergence d'une base populaire et métissée, il y a donc les éléments pour la reconstitution d'un mouvement démocratique populaire qui a été étouffée depuis la fin des années 1940. Le peuple calédonien doit impérativement se saisir de toutes ces questions, en rapport à la nature semi-féodale semi-coloniale de leur pays, pour mener à bien les tâches politiques qui leur incombe.

CAMARADES INDIGENES

Le parti communiste que nous venons de fonder ici dans votre propre pays n'est pas une banale association. En peu de mots il est nécessaire que je vous l'explique.

Le parti communiste qui existe dans le monde entier est un parti politique fondé dans le seul but de defendre les interêts et les libertes de tous les travailleurs quels qu'ils soient, blancs, noirs, jaunes ect ...

Le parti communiste seul vous fera avoir la liberté à laquelle vous avez droit.

Le parti communiste seul peut empêcher la honteuse exploitation de l'homme par l'homme que l'on prátique ici en Calédonie sur une grande échelle dans ce pays qui est à la votre.

L'exploitation de l'homme par l'homme est ceci: faire travailler les indigènes, les tonkinois, les javanais, pour le plus grand bénéfice des capitalistes, des trusts miniers et des gros propriétaires, ainsi les blancs propriétaires du pays, ou directeurs des grosses boites, donnent deux cents francs par mois à un popinée, et de 500 à 1000 francs par mois à un indigène, alors que le pain coute 8 francs le kilo, le lait 10 francs le litre, ect, en plus le honteux décret de 1 février 1946 stipule, que vous devez répondre immédiatement à l'appel de tout ordre de réquisition vous devez verser les impôts de capitation et de presta - tions, vous ne devez pas vous éloigner de vos tribus et danser le pilou pilou sans permission du syndic ou sans un ordre du service des Affaires Indigènes. Si vous n'obéissez pas, l'on vous menace de la prison et très probablement l'on vous menace de vous faire subir les mêmes sanctions que l'on a fait subir aux malheureux Indo-Chinois, déportation en masse, coups de baïonettes etc..etc...

Or vous les indigènes, avez combattus dans les deux guerres, votre sang a coulé aussi valeureux aussi rouge que celui des soldats blancs, donc vous devez être traités à la parité avec eux. A la dernière guerre vos mutilés, vos femmes vos orphelins n'ont pas touché l'allocation , ni pension comme les blancs, il ne faut pas que cela se renouvelle, pour empêcher cela il n'y a qu'un moyen, adhérez tous au parti communiste qui seul vous défendra et fera respecter vos droits.

Je ne veux pas parler de religion, car, au parti communiste, les catholiques, les protestants, les païens, et tous peuvent y entrer , mais il faut bien dire que si certain prêtres et certains pasteurs vous défendent auprès de l'Administration et vous défendent encore contre l'exploitation dont vous êtes les victimes, ils n'ont rien fait auprès des des pouvoirs central en France pour vous faire obtenir la liberté à laquelle vous avez droit.

Ils n'ont rien fait pour que vous puissiez devenir les égaux de vos exploiteurs.

Le parti communiste est le plus grand parti politique de France, il fait ses preuves. Le parti communiste est le plus grand parti politique. C'est lui qui a organisé la Résistance, c'est lui qui eu en 42 par l'intermédiaire d'un de ses grands chefs, Fernand GRENIER, est allé porter son appui au Général de Gaulle . Ce sont les communistes qui ont gagné la guerre, car ce sont les communistes Russes qui sont rentré les premiers à Berlin. Sans les communistes Russes l'Angleterre, l'amérique, la France, et toutes lesnations étaient écrasées par les Hitlériens et les facistes, et alors vous pauvres indigènes vous auriez été encore plus opprimés que vous l'êtes. Vos tribus auraient été bombardées, sacrées, si tout cela n'est pas arrivé, c'est aux communistes que vous le devez. Le Gouverneur a donné son approbation aux statuts ///////// que le parti nous a transmis, donc vous pouvez déja demander vos cartes . Il sera perçu pour lesindigènes pauvres 5 francs par mois, soit 60 francs par an.

Groupez-vous donc ecoutez ceux qui instruits et intelligents, dans vos tribus vous expliqueront que c'est le parti communiste; a Koné les enciens combattants indigènes ont demandé a être représenté par Dogo Firmin, écoutez DOGO qui lui saura vous défendre.

Un mot encore le parti communiste ne veut pas de révolte vous pouvez demander et obtenir vos libertés sans pour cela faire des émeutes, il faut que vous

travaillez fraternellement aux cotés des travailleurs blancs, jaunes et de tou ceux qui sont dans votre pays afin defaire de Nouvelle-Calédonie un pays libre heureux et riche.

Pour cela commencez par le commencement demandez à vos chefs d'intervenir afin que dans vos tribus il y a des écoles laïques, ou vos enfants recevront la même instruction que les enfants de blancs, demandez que l'hygiène y soit poussée à outrance, eau, électricité, infirmeries, docteurs, etc....etc.....

L'argent que demande le parti communiste, n'est pas pour vous exploiter mais au contraire sert à vous défendre, il est mis au service de la prpagande du serviccde la correspondance, des brochures, des livres, des journaux, et au service de l'homme malheureux ou opprimé qui vient réclamer auprès du comité l'aide dont-il a besoin. Encore une fois soyez tous unis, et soyez bien persua dé qee le parti communiste le jour ou vous serez organisé fera de vos tribus en droit prospèrant ou tous les moyens servant à l'agriculture seront mis à vx votre disposition les outils les plus moderne, machines, tracteurs, camions, vous seront prêtés pour l'exploitation éfficace.

Car le communiste met en commun et non en partage, tous les moyens de production, de réparation et de transports seuls moyens d'éviter l'exploitation C'est ce qui se pratique voila pourquoi ce pays bien organisé axété le plus fort, or vous autres français ne sommes pas inférieurs aux russes, pourquoi ne les imiterions nous pas ?.

En Calédonie, petite ile, mais pays riche, toutes les qualités y sont requises, pour le bonheur de tous, donc hardiment au travail et nous arriverons, pour cela Groupez vous et adhérez tous au parti communiste.

JEANNE TUNICA YCASA
5 Mars 1946

STALINE SUR L'UTILISATION DES PROCESSUS ÉCONOMIQUES, DES LOIS ÉCONOMIQUES

Extrait de la réponse de Staline au camarade Notkine Alexandre Ilitch, 21 avril 1952

Dans mes « Remarques » figure la thèse selon laquelle la société n'est pas impuissante devant les lois de la science, que les hommes, en connaissant les lois économiques, peuvent les utiliser dans l'intérêt de la société.

Vous prétendez que cette thèse ne peut être étendue aux autres formations de la société, qu'elle n'est valable que pour le socialisme et le communisme, que le caractère spontané des processus économiques, par exemple, sous le capitalisme ne permet pas à la société d'utiliser les lois économiques dans son intérêt.

C'est faux.

À l'époque de la révolution bourgeoise, par exemple en France, la bourgeoisie a utilisé contre le féodalisme la loi de correspondance nécessaire entre les rapports de production et le caractère des forces productives, elle a renversé les rapports de production féodaux, elle a créé des rapports de production nouveaux, bourgeois, et les a fait concorder avec le caractère des forces productives, formées au sein du régime féodal.

La bourgeoisie l'a fait non pas en vertu de ses talents particuliers, mais parce qu'elle y était vivement intéressée.

Les féodaux s'y opposaient non par stupidité, mais parce qu'ils étaient vivement intéressés à empêcher l'application de cette loi.

Il faut en dire autant de la Révolution socialiste dans notre pays. La classe ouvrière a utilisé la loi de correspondance nécessaire entre les rapports de production et le caractère des forces productives, elle a renversé les rapports de production bourgeois, elle a créé des rapports de production nouveaux, socialistes, et les a fait concorder avec le caractère des forces productives.

Elle a pu le faire, non en vertu de ses talents particuliers, mais parce qu'elle y était vivement intéressée.

La bourgeoisie qui, de force d'avant-garde à l'aube de la révolution bourgeoise, avait eu le temps de se transformer en une force contre-révolutionnaire, a résisté par tous les moyens à l'application de cette loi, — résisté non point par manque d'organisation ni parce que le caractère spontané des processus économiques la poussait à la résistance, mais principalement parce qu'elle était vivement intéressée à la non-application de cette loi.

Par conséquent :

1° L'utilisation des processus économiques, des lois économiques dans l'intérêt de la société a lieu, dans telle ou telle mesure, non seulement sous le socialisme et le communisme, mais aussi sous d'autres formations ;

2° L'utilisation des lois économiques dans une société de classe, a toujours et partout des mobiles de classe, et le promoteur de l'utilisation des lois économiques dans l'intérêt de la société, est toujours et partout la classe d'avant-garde, tandis que les classes déclinantes s'y opposent.

En l'occurrence, la différence entre le prolétariat, d'une part, et les autres classes qui accomplirent jadis, au cours de l'histoire, des révolutions dans les rapports de production, d'autre part, c'est que les intérêts de classe du prolétariat se fondent avec les intérêts de l'immense majorité de la société, car la révolution du prolétariat ne signifie pas la suppression de telle ou telle forme d'exploitation, mais la suppression de toute exploitation, tandis que les révolutions des autres classes, en supprimant simplement telle ou telle forme d'exploitation, n'allaient pas au delà de leurs intérêts de classe étroits, qui se trouvaient en contradiction avec les intérêts de la majorité de la société.

Les « Remarques » parlent des mobiles de classe qui font que les lois économiques sont utilisées dans l'intérêt de la société.

Il y est dit :

« Alors que dans le domaine de la nature, la découverte et l'application d'une nouvelle loi se poursuivent plus ou moins sans entrave, dans le domaine économique la découverte et l'application d'une nouvelle loi, qui porte atteinte aux intérêts des forces déclinantes de la société, rencontrent la résistance la plus énergique de ces forces. »

Or vous n'avez prêté aucune attention à ce passage. ■

Sommaire des numéros précédents de Crise

1 – mai 2020 ■ La seconde crise générale du capitalisme ■ Quelques données éparses sur la crise jusqu'à la mi-mai 2020 ■ La crise générale du capitalisme et le sursaut de la civilisation ■ Crise du capitalisme et intensification de la productivité : le rôle des animaux dans la chute tendancielle du taux de profit ■ Karl Marx et la crise de surproduction ■ Remarques sur la surproduction de capital et la surproduction de marchandises ■ L'erreur d'Eugen Varga ■ L'erreur de Paul Boccara ■ À propos de la crise capitaliste en cours

2 – juin 2020 ■ Le concept de décadence pour saisir la substance de la crise générale du mode de production capitaliste ■ Le rôle déterminant de la sur-alimentation pour le contournement des crises de surproduction de marchandises alimentaires et de capitaux liés à l'agro-industrie ■ Les crédits garantis en masse par les États pour les entreprises, une contribution forcenée à la surproduction ■ Pourquoi l'opinion publique française n'a-t-elle pas saisi immédiatement l'ampleur de la crise ? ■ La vague de faillites et de licenciements attendue à partir de septembre en France ■ La Belgique, particulièrement touchée par la crise du covid-19 ■ L'affrontement sino-américain au cœur de la crise ■ L'affrontement Chine – États-Unis, au cœur de la bataille pour le repartage du monde ■ L'antisémitisme qui va surgir en France de la seconde crise générale du capitalisme ■ Sur la crise générale du capitalisme [1995]

3 – juin 2020 ■ La crise générale du capitalisme n'a ni « avant » ni « après », ni « cause » ni « conséquence » ■ Crise générale et guerre impérialiste : le chef d'état-major de l'armée de terre française annonce les conflits militaires ouverts pour 2030 ■ Qu'est-ce que la crise générale du capitalisme ? □ Le concept de crise □ La première crise générale du capitalisme définie par l'Internationale Communiste □ La conception erronée d'un capitalisme organisé □ L'approfondissement du capitalisme au-delà de la première crise □ La découverte de la modernisation du capitalisme □ La seconde crise générale du capitalisme □ La révolution mondiale comme réponse ■ La violence armée à Dijon de juin 2020, déchéance de la révolte de 2005, expression de la crise générale de l'armée de réserve industrielle

4 – juillet 2020 ■ 10 critères + 3 pour caractériser la crise générale du mode de production capitaliste ■ Comment interpréter l'effondrement du PIB français ? ■ La crise générale du mode de production capitaliste n'est pas « économique » ■ La seconde crise générale du capitalisme dans l'automobile française ■ Les évènements à Dijon nécessitent de comprendre l'armée de réserve et le cannibalisme social ■ Cannibalisme social : Exarcheia juillet 2016 ■ Ce qui se passe dans le monde capitaliste en 1934 ■ Problèmes de la formation des monopoles et théorie du « capitalisme organisé »

5 – août 2020 ■ Pourquoi les capitalistes pensent-ils que la crise générale du capitalisme n'est qu'une récession ? ■ La politique monétaire de la Banque centrale européenne comme produit mécanique de la crise de surproduction de capital ■ Les «théories» social-démocrates de l'impérialisme [et de la crise, 1936] ■ Le processus des faillites d'entreprises avec la crise ■ Notes sur les mesures de soutiens aux entreprises par l'État français ■ La seconde crise générale du capitalisme et le concept de « cycle » : la question de la négation de la négation

6 – septembre 2020 ■ La crise et la généralisation du capitalisme à crédit ■ La crise et les deux restructurations du capitalisme ■ La crise du Covid-19, un aspect urbain de la Biosphère ■ La crise générale du capitalisme (1950) ■ La forme de la seconde crise générale du capitalisme

7 – octobre 2020 ■ France : l'assassinat islamiste de Conflans-Saint-Honorine comme crise dans la crise et tournant dans la centralisation vers un « capitalisme patriote » ■ Les modalités de la seconde crise générale du capitalisme : contraste, différenciation, lutte, développement ■ À propos des classes sociales en France ■ Qu'est-ce que la crise du pouvoir de la bourgeoisie ? ■ La guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ■ La Turquie, maillon faible de la chaîne des pays dépendants ■ Brigades Rouges: Crise, guerre impérialiste et guerre de classe (1980)